

SARL JEANMOUGIN

Chemin de la Prusse
25700 MATHAY

Dossier de demande d'Enregistrement au titre des ICPE rubriques 2712, 2710 et 2713

Pièces jointes au CERFA n° 15679*04

~~Version 1~~ — 20/07/2022

Version 2 5/09/2022

Dossier réalisé avec le concours de :



APAVE Alsacienne SAS
Agence Sécurité - Environnement - Energie
2, rue Thiers - BP1347
68056 MULHOUSE Cedex
Tél : 03 89 46 43 11
Email : agence.sse@apave.com

Dossier n°2278389

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

VERSION	DATE	REDACTEUR / FONCTION	OBJET DE LA MODIFICATION
0	14/06/2022	A. RISS / Consultant Environnement Apave Alsacienne SAS	Création du document Validation par le Donneur d'Ordres (SARL JEANMOUGIN)
V1	20/07/2022		Modification projet et intégration rubrique ICPE 2710-2 Validation par le Donneur d'Ordres (SARL JEANMOUGIN)
V2	5/9/2022	C. ROUSSET et A. RISS Consultants HSE APAVE Alsacienne	Compléments suite retour dossier du 8/8/2022 Validation par le Donneur d'Ordres (SARL JEANMOUGIN)

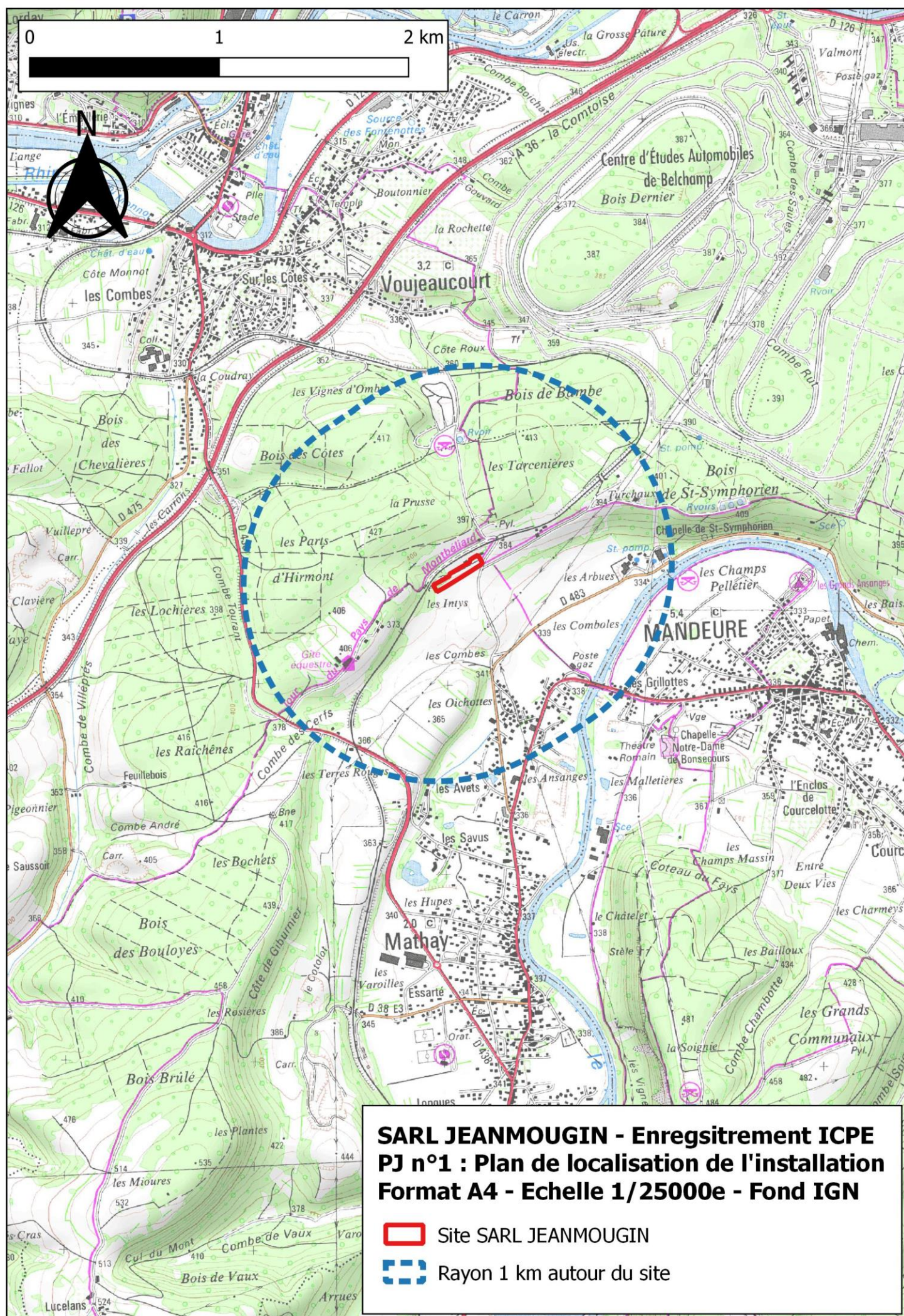
CONTENU DU DOSSIER

Le présent dossier comporte 18 pièces jointes.

Pour ce qui concerne les pièces jointes n°7 à 18, les documents ne sont annexés que lorsque la nature ou l'emplacement du projet l'exige.

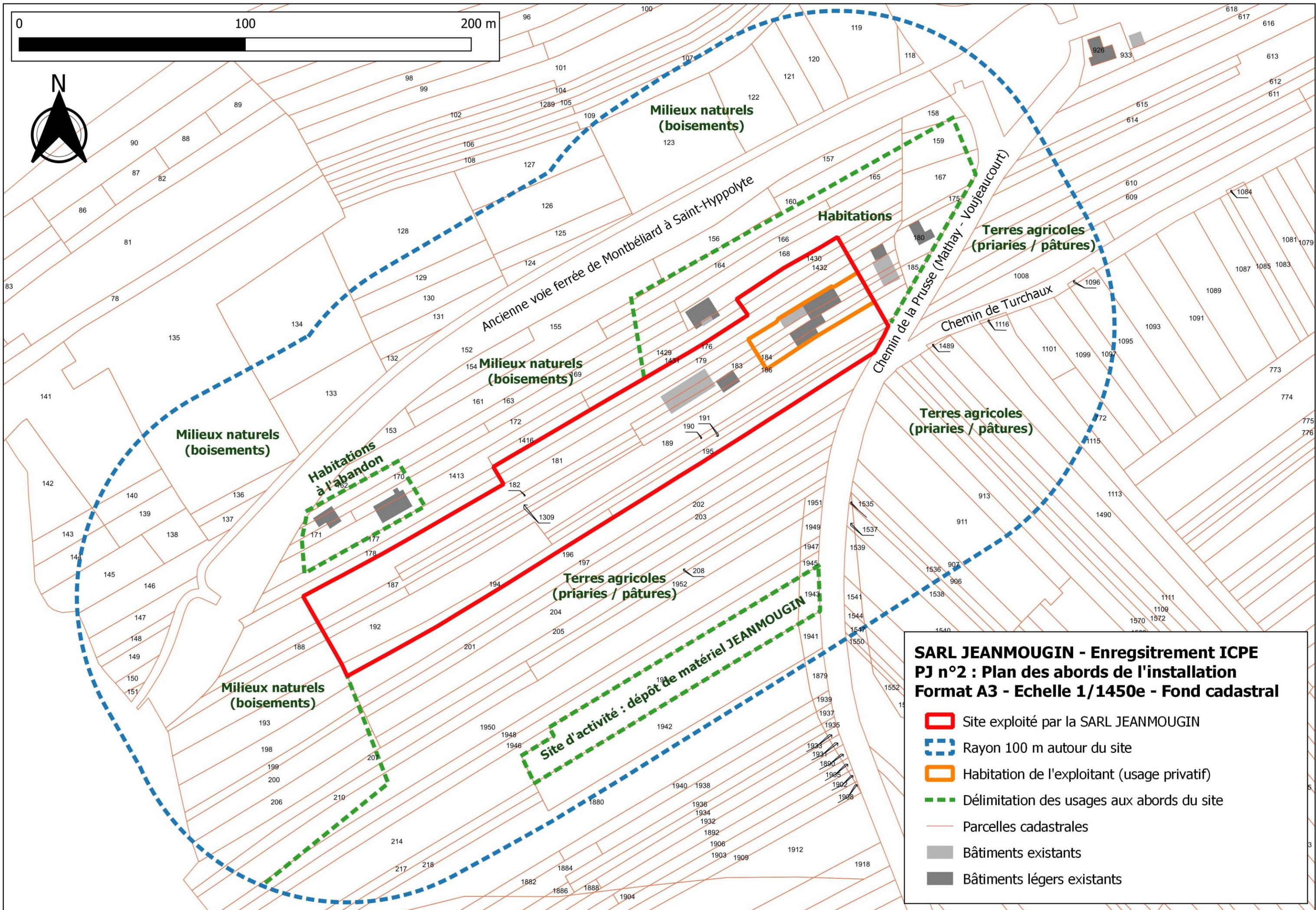
PIECE JOINTE N° 1

Carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée
(1° de l'article R. 512-46-4 du Code de l'Environnement)



PIECE JOINTE N° 2

Plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]



PIECE JOINTE N° 3

Plan d'ensemble à l'échelle de 1/325e indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

Pour des raisons graphiques le plan est présenté au 1/325e et non au 1/200e conformément à la requête pour une échelle plus réduite cochée dans le formulaire CERFA 15679*04 de demande d'Enregistrement au titre des ICPE.

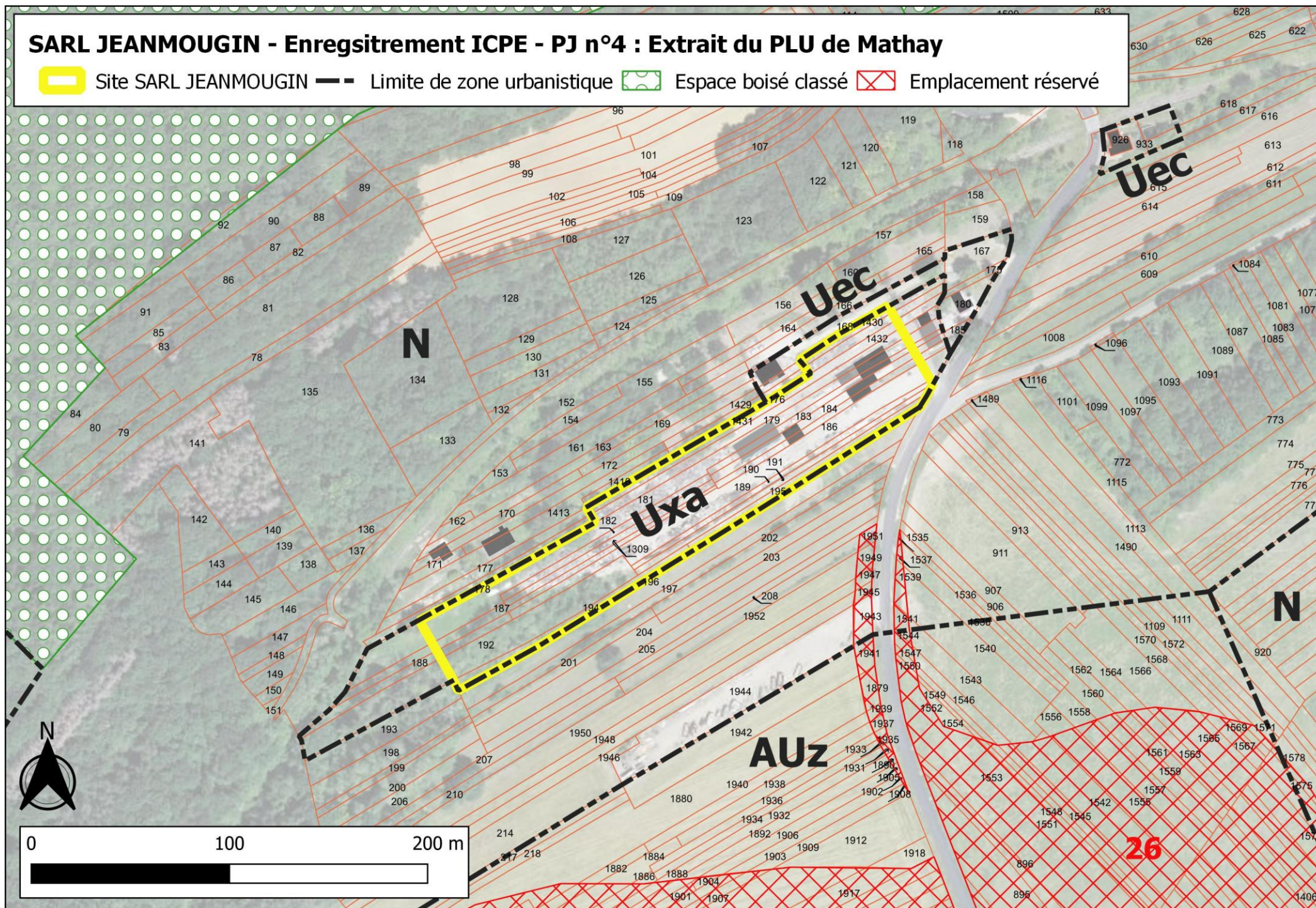
En raison de ses dimensions, le plan ci-dessus est transmis séparément au présent document.

PIECE JOINTE N° 4

Document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

SARL JEANMOUGIN - Enregistrement ICPE - PJ n°4 : Extrait du PLU de Mathay

 Site SARL JEANMOUGIN  Limite de zone urbanistique  Espace boisé classé  Emplacement réservé



Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mathay a été approuvé le 13/02/2012 (modification n°2). Il a été modifié par une révision allégée approuvée en mai 2022.

Un extrait du zonage actualisé du PLU de Mathay sur le secteur d'implantation de la SARL JEANMOUGIN est présenté sur la figure en page précédente (selon « Notice explicative » du projet de révision allégée de novembre 2021 et « Rapport d'enquête » d'avril 2022).

Le site SARL JEANMOUGIN est localisé en zone UXa du PLU communal, dédiée aux « zones industrielles et d'activités existantes ».

Les dispositions issues du règlement du PLU applicables aux terrains concernés sont reprises ci-après pour analyse de compatibilité du projet objet de la présente demande.

Dispositions du PLU	Dispositions du projet
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL ARTICLE U-x 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES Toute occupation et utilisation du sol non interdite ou non soumise à des conditions particulières aux articles 1 et 2 est admise.	Voir article UX ci-dessous
ARTICLE U-x 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES Sont interdites : <ul style="list-style-type: none">- les occupations et utilisations de quelque nature que ce soit à l'exception de celles destinées à des activités industrielles, artisanales ou commerciales, et de celles soumises à des conditions particulières à l'article 2	Les activités industrielles VHU et METAUX sont existantes sur site depuis plusieurs années
ARTICLE U-x 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES Sont admis : <ul style="list-style-type: none">- les constructions à usage d'habitation, sous condition d'être indispensables au gardiennage et à la sécurité des activités autorisées dans la zone,- les affouillements et exhaussements de sol, sous condition d'être liés à une opération autorisée dans la zone (carrière notamment),- les constructions et installations publiques, sous condition d'être compatibles avec les activités développées dans la zone. Rappel : Toutes les occupations et utilisations du sol restent soumises, entre autres dispositions prévues à l'article R 111-1 du Code de l'Urbanisme, à celles de l'article R 111-2 pour l'appréciation de la salubrité et de la sécurité publiques, notamment dans les secteurs à risque d'inondation, par exemple. Dans les secteurs à risque d'inondation, toutes les occupations et utilisations du sol autorisées et soumises à conditions particulières sont également soumises aux zonages et règles du PPRI auquel il convient de se reporter.	L'habitation de l'exploitant est existante sur site depuis plusieurs années. Elle est directement liée à l'activité exercée, pour des fonctions administratives et de surveillance du site hors période d'activité notamment.
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL ARTICLE U-x 3 - ACCES ET VOIRIE 1 - ACCES Les accès sur les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale seront de dimension apte à assurer l'approche des services de secours et d'incendie au plus près des bâtiments. Des prescriptions particulières pourront être imposées également en cas de dénivelé, pour faciliter l'accès aux voies, notamment en période hivernale. Tout terrain enclavé qui ne pourra obtenir un accès conforme à celui exigé ci-dessus, au travers des fonds voisins, sera inconstructible.	Le site dispose d'un accès existant depuis les voies publiques (Chemin de la Prusse), accueillant sans difficulté des poids lourds. Le projet prévoit la redéfinition des voies de circulation sur site visant à garantir l'accessibilité aux installations pour les services de secours, tenant compte des dispositions applicables au titre des ICPE.

Dispositions du PLU	Dispositions du projet
<p>2 – VOIRIE</p> <p>Toute construction ou occupation du sol doit être desservie par une voirie suffisante.</p> <p>Celle-ci doit avoir des caractéristiques techniques et dimensionnelles adaptées aux usages qu'elle supporte, aux opérations qu'elle dessert et au fonctionnement des services publics, notamment services incendie, ramassage des ordures ménagères, etc...</p> <p>Rappel : L'article R 111-4 du Code de l'Urbanisme est applicable</p>	<p>Les voiries aménagées sur site sont dimensionnées pour répondre aux besoins d'exploitation du site (accès poids-lourds notamment) et à l'accès des services d'incendie et de secours.</p>
<p>ARTICLE U-x 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX</p> <p>1 - EAU POTABLE</p> <p>Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable, conformément aux règlements sanitaires en vigueur.</p>	<p>Le site SARL JEANMOUGIN est existant et déjà raccordé en eau potable, électricité, et téléphone.</p> <p>Le secteur concerné n'est en revanche pas desservi par le réseau communal d'assainissement</p> <p>Les eaux usées du site (eaux sanitaires) sont donc gérées en assainissement autonome conformément aux règles applicables.</p> <p>Les eaux pluviales collectées susceptibles d'être souillées (eaux de voiries et surfaces extérieures revêtues) seront traitées par 3 déboureur / séparateur à hydrocarbures (dont 1 nids d'abeille) et rejoindront un bac d'orage étanche de 80 m³ avant d'être infiltrées coté Sud-Ouest des terrains (aucun raccordement possible au réseau public)</p>
<p>2 - ASSAINISSEMENT</p> <p>Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public d'assainissement, conformément aux règlements sanitaires en vigueur.</p> <p>En zone Uxa, l'assainissement autonome est autorisé.</p> <p>Les eaux industrielles pourront être refusées ou admises après pré-traitement conformément aux règles en vigueur.</p>	
<p>3 - EAUX PLUVIALES</p> <p>Les eaux pluviales seront recueillies et infiltrées sur le terrain autant que possible, après traitement, conformément aux normes en vigueur</p>	
<p>4 - ELECTRICITE, TELEPHONE ET TELEDIFFUSION</p> <p>Les réseaux et branchements nouveaux doivent être réalisés en souterrain.</p> <p>Rappel : Toutefois, pour l'application des dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4, si compte tenu de la destination de la construction projetée, les réseaux publics ne sont pas de capacité suffisante, le permis de construire pourra être refusé ou être soumis à des prescriptions spéciales permettant de pallier l'insuffisance des réseaux. Les dispositions de l'article L 421-5 du Code de l'Urbanisme, notamment, demeurent applicables.</p>	
<p>ARTICLE U-x 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS</p> <p>Il n'est pas imposé de caractéristique particulière pour qu'un terrain soit constructible</p>	/
<p>ARTICLE U-x 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>PRINCIPE :</p> <p>Les constructions et installations s'implanteront en recul de 6 m. au moins de l'alignement des voies et emprises publiques existantes, à modifier ou à créer, toute voie privée ouverte à la circulation générale étant assimilée à une voie publique pour l'application de cet article.</p> <p>EXCEPTION :</p> <p>En cas de construction ou d'installation susceptibles de créer des nuisances pour l'habitat situé de l'autre côté de la voie, ou en cas de risques liés à ces constructions ou installations pour la sécurité des usagers, ce recul minimal pourra être fortement augmenté</p>	<p>Les constructions et installations existantes et projetées sont éloignées de plus de 6 m des voies publiques</p>
<p>ARTICLE U-x 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES</p> <p>PRINCIPE :</p> <p>Les constructions et installations à vocation industrielle et artisanale respecteront tout à la fois, un recul de 5 m. au moins par rapport aux limites séparatives à l'intérieur de la zone, et un recul de 25 m. au moins des limites des zones d'habitat.</p> <p>Pour les autres constructions et installations autorisées dans la zone, seul un recul de 5 m. au moins sera exigé par rapport aux limites séparatives.</p>	<p>Les constructions existantes et projetées sur site respectent un recul de 5 m par rapport aux limites séparatives.</p>

Dispositions du PLU	Dispositions du projet
RTICLE U-x 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE PRINCIPE : Les constructions pourront s'implanter librement les unes par rapport aux autres sur une même propriété, sauf à respecter un recul minimal nécessité par des motifs de sécurité.	/
ARTICLE U-x 9 - EMPRISE AU SOL PRINCIPE : Il n'est pas imposé de coefficient d'emprise au sol	/
ARTICLE U-x 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS PRINCIPE : La hauteur des constructions et installations admises ne pourra excéder 10 m. mesurés à l'égout du toit ou à l'acrotère, en tout point, par rapport au sol naturel à l'aplomb de ce point. EXCEPTION : Les éléments techniques et fonctionnels, comme silos, cheminées, tours de refroidissement, etc..., ne sont pas soumis à la règle de hauteur ci-dessus, sous réserve de leur intégration dans le paysage, par leurs formes, les matériaux employés, les couleurs, etc.....	Les constructions existantes et projetées sont de plain-pied et respectent une hauteur maximale n'excédant pas 10 m à l'égout du toit par rapport au sol (hauteur max. du bâti existant / projeté environ 6 m).
ARTICLE U-x 11 - ASPECT EXTERIEUR Les dispositions de l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme sont applicables : "Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site, au paysage naturel ou urbain, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.	Les bâtiments existants et projeté sont de formes simples et de couleurs unies favorable à leur intégration paysagère Les aires d'activités sont positionnées à l'arrière d'un bardage existant constituant la clôture périphérique du site, et limitant ainsi l'impact visuel de l'établissement.
ARTICLE U-x 12 - STATIONNEMENT PRINCIPE : Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations admises doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale. Le stationnement devra être assuré sur le terrain d'assiette de la construction ou de l'installation, ou intégré à ces dernières. En toute hypothèse, les zones de manœuvre doivent être indépendantes des voies publiques et respecter les règles d'accès fixées à l'article 3 ci-dessus.	Les aires de réception et stationnement des clients et salariés sont prévues à l'intérieur du site à l'écart des voies publiques. Leur capacité est adaptée aux besoins du site.
ARTICLE U-x 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES <u>Définition :</u> Par espaces libres, il doit être entendu les espaces non occupés par des constructions ou installations admises, et non utilisés par du stationnement et des circulations automobiles, ou autres utilisations autorisées. Ces espaces seront plantés et correctement entretenus. Les plantations seront d'essences locales ou adaptées au climat. L'utilisation d'espèces exotiques envahissantes est interdite (cf. liste annexée au règlement)	Les espaces libres du site sont maintenus en bon état par l'exploitant
SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'UTILISATION DU SOL ARTICLE U-x 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation du sol	/

En conclusion, les activités objet de la présente demande sont compatibles avec l'affectation des sols prévue par le PLU de Mathay.

PIECE JOINTE N° 5

Description des capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

HISTORIQUE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise JEANMOUGIN (entreprise individuelle) a été créée le 1^{er} mars 1996, pour une activité principale de récupération et dépollution de véhicules hors d'usage, et une activité secondaire de récupération de ferrailles et métaux divers.

Au 1^{er} janvier 2019, l'exploitant a créé en collaboration avec 2 autres personnes une nouvelle société, la SARL JEANMOUGIN (demandeur dans le cadre du présent dossier), qui a repris l'intégralité des activités de l'entreprise préexistante.

Fort de son expérience de plus de 20 années, la société désormais SARL JEANMOUGIN est un acteur reconnu de la gestion des déchets VHU et METAUX dans le Pays de Montbéliard.

CAPACITES TECHNIQUES

Effectifs de l'entreprise

Les activités de l'entreprise sont assurées par les personnes suivantes :

- M. JEANMOUGIN Hervé, dirigeant, responsable technique et opérateur ;
- M^{lle} STORTI Aurélie, dirigeante, responsable commerciale ;
- M^{me} JEANMOUGIN Corinne, salariée, secrétaire comptable, opératrice fluides frigorigènes ;
- M. VALOUR Fabrice, opérateur ;
- M. GEHIN Franck, opérateur ;
- M. LAURENCE Dylan, opérateur ;
- M. JEANMOUGIN Bernard, opérateur.

Les effectifs de l'entreprise sont en capacité d'assumer la charge de travail liée au volume d'activité de l'établissement.

Qualifications professionnelles

M. JEANMOUGIN pratique depuis de nombreuses années les activités de l'entreprise et dispose à ce titre d'une grande expérience dans les domaines de la mécanique, le démontage et la dépollution de véhicules, la manutention et le tri de matériaux divers, le chargement / déchargement de poids lourds, la conduite d'engins, ainsi que des aspects commerciaux associés aux activités exercées par l'entreprise.

M^{lle} STORTI assure, en collaboration avec M^{me} JEANMOUGIN, les diverses tâches administratives de l'entreprise. Diplômée dans le domaine commercial, elle assure plus particulièrement les tâches commerciales de l'entreprise, ainsi que la gestion des achats/vente

M^{me} JEANMOUGIN Corinne est diplômée d'Etat en secrétariat et comptabilité. A ce titre elle prend en charge les différentes tâches et démarches administratives et de gestion de l'entreprise. M^{me} JEANMOUGIN bénéficie par ailleurs de l'attestation d'aptitude à la manipulation des fluides frigorigènes (catégorie V) au sens de l'arrêté du 30/06/2008, obtenue en 2014. A ce titre, elle réalise sur les VHU dépollués par la Société, les opérations de retrait, récupération et mise en stockage des fluides frigorigènes éventuellement présents.

M. VALOUR Fabrice, M. GEHIN Franck, M. LAURENCE Dylan et M. JEANMOUGIN Bernard sont opérateurs polyvalents. Ils tirent leurs qualifications de leur expérience au sein de l'entreprise. Leurs principales tâches sont liées à la manutention des VHU et métaux sur site, ainsi qu'aux opérations de dépollution des VHU. Ils sont supervisés et dirigés sur site par M. JEANMOUGIN Hervé.

Equipements et outillage

Pour assurer la réalisation de ses activités VHU et METAUX, l'entreprise dispose de divers équipements de manutention et de transport : camion VL avec plateau, grue, et remorque porte voiture ; camion PL avec benne amovible et grue ; pelleteuse ; télescopique à fourches ; chariot élévateur. Elle dispose également d'une presse-cisaille à moteur thermique sur roues.

La société dispose d'un outillage manuel, électrique, thermique ou pneumatique varié (clés, perceuse, déboulonneuse, disqueuse, tronçonneuse, compresseur, pompe, nettoyeur haute pression, etc.), ainsi que de divers contenants (bacs, futs, cuves, bennes...) et rétentions associées, utilisés pour la dépollution des VHU et le stockage des déchets, fluides, et éléments valorisables.

Enfin, la société est dotée de divers équipements informatiques et de communication (PC, logiciel de comptabilité et de gestion, téléphone, accès internet) permettant de prendre en charge les tâches administratives et de gestion de la société liées à ses activités VHU et METAUX.

CAPACITES FINANCIERES

Résultats

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires (CA) et bénéfices avant impôts de la société sur les dernières années disponibles.

Année	Chiffre d'affaire	Bénéfice avant impôts
2019	497 000 €	55 719 €
2020	642 121 €	61 375 €
2021	2 139 219 €	136 598 €

Les résultats ci-dessus sont en augmentation chaque année. La forte progression entre 2019 et 2021 est liée notamment à l'accroissement significatif de l'activité METAUX (type « ferrailles » notamment) consécutif à l'acquisition par l'entreprise d'une presse-cisaille. L'investissement dans ce nouvel équipement a en effet permis le développement significatif des volumes d'achat en ferrailles et métaux divers auprès de clients variés des secteurs du BTP, de l'industrie et de l'artisanat.

La société SARL JEANMOUGIN justifie ainsi de ses capacités financières à conduire ses installations dans le respect des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Assurances

La SARL JEANMOUGIN a contracté une assurance « flotte automobile » relative à ses véhicules et engins, ainsi qu'une assurance « responsabilité civile ».

Tenant compte de ce qui précède, la SARL JEANMOUGIN dispose des capacités techniques et financières lui permettant d'assurer l'exercice de ses activités dans le respect des exigences requises au titre de la réglementation des ICPE notamment en matière de sécurité et de préservation de l'environnement.

PIECE JOINTE N° 6

Document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

L'établissement SARL JEANMOUGIN sera classé sous le régime de l'Enregistrement au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- **2712-1 : entreposage, dépollution, démontage de véhicules terrestres hors d'usage (VHU) ;**
- **2713 : transit, regroupement, tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux ;**
- **2710-2 : collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial.**

Les prescriptions générales prévues au I de l'article L.512-7 du Code de l'Environnement applicables à ces activités sont définies par les textes suivants :

- **Arrêté du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1** (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711** (déchets d'équipements électriques et électroniques), **2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux)**, **2714** (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou **2716** (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- **Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2** (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément au formulaire CERFA N°15679*04, les tableaux suivants fournissent les éléments justifiant du respect par les installations de la SARL JEANMOUGIN, des prescriptions générales applicables à ses installations.

NB : Concernant la rubrique 2712-1 (VHU), seuls les éléments prévus dans le guide de justificatifs disponible à l'adresse « https://aida.ineris.fr/sites/default/files/fichiers/Guide_2712_1.pdf » sont fournis.

Concernant la rubrique 2713 (regroupement / tri de Métaux), en l'absence de guide de justificatifs disponible à la date du présent dossier, les principaux éléments pertinents permettant de justifier du respect de l'ensemble des prescriptions applicables sont fournis.

Concernant la rubrique 2710-2 (collecte de déchets apportés par leur producteur initial), seuls les éléments prévus dans le guide de justificatifs disponible à l'adresse « https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/fichiers/guide_2710_2.pdf » sont fournis.

Lorsque des documents spécifiques sont nécessaires pour justifier du respect des prescriptions générales applicables, ces documents sont :

- *soit présentés en fin de la présente pièce jointe ;*
- *soit transmis en documents indépendants joints au présent document ;*
- *soit détenus par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des ICPE sur simple demande.*

En cas d'impossibilité de satisfaire aux prescriptions générales prévues par les textes définis ci-avant, une demande de dérogation aux exigences correspondantes est sollicitée par l'exploitant.

Le détail de la demande est alors porté à la pièce jointe n°7 du présent dossier.

Le protocole de dépollution ainsi que des détails sur l'exploitation sont synthétisés après l'analyse des prescriptions de la rubrique 2712-1.

ACTIVITE VHU - RUBRIQUE 2712-1 DE LA NOMENCLATURE DES ICPE

Examen réalisé sur la base du texte suivant : Arrêté du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage).

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 1	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage). [...]	Néant	Sans objet
Art. 2	Définitions. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre Ier : Dispositions générales			
Art. 3	Conformité de l'installation. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. [...]	Néant	Sans objet
Art. 4	Dossier Installation classée. L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : — une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; — le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; — l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; — les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; — les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : — le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; — le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; — le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; — les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; [...] Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Dossier installation classée	L'établissement n'étant pas une ICPE existante à la date du présent document, il ne dispose pas à ce jour d'un tel dossier. Celui-ci sera constitué et complété suite à la présente demande d'enregistrement.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 5	<p>Implantation.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p>Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation.</p>	Plan de masse du site	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>L'installation n'est pas située en dessous ou au dessus d'autres locaux.</p> <p>Toutes les activités de dépollution et de démontage sont exercées dans un local fermé. Seuls des stockages sont positionnés en extérieur.</p> <p>L'habitation de l'exploitant, est présente à moins de 100 m du site coté Est. Il n'existe pas d'hôpitaux, crèches, ou écoles à moins de 100 m du site.</p> <p>Une habitation occupée par un tiers (terrain également à usage d'activité dans le domaine des travaux publics / VRD / bâtiment) est présente coté Nord à moins de 100 m de aires dédiées à l'activité VHU.</p> <p>Les autres bâtiments hors site coté Nord et Est sont à plus de 100 m des aires VHU.</p> <p>Les autres constructions coté Ouest sont en ruine et à l'abandon, non considérées à usage d'habitation (classement en zone N du PLU communal).</p> <p>La configuration géométrique du site SARL JEANMOUGIN et ses contraintes d'exploitation ne permettent pas de respecter la distance d'éloignement de 100 m vis-à-vis des habitations et zones destinées à cet usage définis dans le PLU de Mathay.</p> <p>La configuration projetée du site met les aires dédiées à l'activité VHU aux distances suivantes de l'habitation occupée par un tiers coté Nord :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aire de réception VHU : 40 m environ - atelier de démontage / dépollution VHU : 20 m environ - dépôt en bennes de pièces souillées extraites des VHU : 35 m environ - dépôt de pièces non souillées extraites des VHU : 45 m environ - dépôt des VHU dépollués / compactés : 60 m environ <p>Afin d'isoler au maximum l'habitation voisine des aires d'activité VHU du site, l'exploitant projette la construction en limite séparative concernée, d'un mur en blocs-béton dont les caractéristiques géométriques (hauteur 3,2 m) et de résistance au feu (coupe-feu 2h) permettront de limiter les nuisances sonores et éviter tous dangers générés hors site.</p>
Art. 6	Envol des poussières - Propreté de l'installation [...]	Néant	Le site dispose d'un balai pousseur s'installant sur les fourches du chariot pour nettoyer le sol.
Art. 7	Intégration dans le paysage. [...]	Néant	<p>Poursuite de la clôture du site avec bac acier teinte claire + côté Sud enrochements et plantations d'arbres et d'arbustes locaux.</p> <p>Entretien des abords du site et limitation de la hauteur des stocks. .</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			
Art. 8	<p>Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>Plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones à risque</p>	<p>Un plan identifiant les zones à risque est présenté à la suite du présent tableau.</p> <p>Les zones à risque incendie sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aire de stockage des VHU non dépollués ; - l'atelier de dépollution/démontage des VHU ; - les stockages de fluides et déchets inflammables ou combustibles extraits des VHU (à l'intérieur du bâtiment abritant l'atelier VHU) ; - les stockages de pièces plastiques et pneumatiques retirés des VHU. <p>NB : les aires de stockage des autres pièces extraites des VHU (métaux, verre) ainsi que de dépôt des VHU dépollués compactés ne sont pas retenues pour le risque incendie (ces pièces extraites et VHU après compactage ne sont pas considérés combustibles).</p> <p>Les zones à risques ATEX sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur (ciel) des réservoirs de carburant des VHU non dépollués ; - l'intérieur (ciel) des contenants de carburants extraits des VHU ; - l'intérieur des rétentions associées à ces stockages (en cas de fuite). <p>Les zones à risque d'émanation toxique sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'atelier de dépollution/démontage des VHU (extraction des fluides de VHU dont certains sont volatils et toxiques)
Art. 9	Etat des stocks de produits dangereux - Etiquetage [...]	Néant	Sans objet
Art. 10	Caractéristique des sols [...]	Néant	Sans objet

Section II : Comportement au feu des locaux

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 11	<p>Comportement au feu des locaux.</p> <p>I. — Réaction au feu. Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites en matériaux A2 s1 d0. Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>II. — Résistance au feu. Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : — l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; — les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ; — les murs séparatifs entre une cellule, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau ou des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture sauf si une distance libre d'au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. — Toitures et couvertures de toiture. Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).</p>	<p>Plan détaillé des locaux et bâtiments et description des dispositions constructives de résistance au feu et de désenfumage avec note justifiant les choix</p>	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>En situation projetée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois extérieures du bâtiment dédié à l'activité VHU sont en bardage métallique incombustible (conforme A2S1d0) ; - le sol des aires et locaux de stockage sont incombustibles (dallage béton) ; - la structure du bâtiment dédié à l'activité VHU est en ossature métallique de résistance au feu R15 minimum ; - ce bâtiment dispose de 2 cellules (atelier de démontage et dépollution de VHU sur 280m² / dépôt de métaux nobles triés sur 120 m²) séparées par un mur jusqu'en sous face de toiture respectant une résistance au feu REI120 (en l'absence d'une distance libre d'au moins 10 m vis-à-vis du « bureau » coté Est - NB : pas d'atelier ou activité hors stockage ni matériaux combustibles dans la cellule « métaux ») ; - la toiture du bâtiment est constituée d'une charpente métallique sous couverture en bacs acier conforme à la classe BROOF (t3). <p>Le bâtiment sera équipé d'ouvertures permanentes en partie haute (dotées de grilles) afin d'en assurer un désenfumage naturel en cas de nécessité (surface utile des ouvertures ≥ 2% de la surface au sol du bâtiment).</p>
Art. 12	Désenfumage. [...]	Néant	Sans objet

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 13	<p>Accessibilité.</p> <p>I. — Accès à l'installation.</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>II. — Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; — dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; — la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; — chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; — aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation définie aux IV et V et la voie « engin ». <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	<p style="text-align: center;">Plan mentionnant les voies d'accès</p>	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>L'accès des secours se fait par l'entrée unique du site depuis le Chemin de la Prusse, équipée d'un portail de largeur 6 m minimum.</p> <p>Des aires de stationnement clients / salariés / matériels d'exploitation sont aménagés sur site de manière à ne pas occasionner de gêne pour l'accessibilité des services de secours.</p> <p>En situation projetée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une voie « engins » est aménagée et maintenue libre en position axiale sur site (configuration du site ne permettant pas de voie périphérique) afin d'en desservir les différentes zones sans pouvoir être obstruée en cas d'effondrement du bâti ; - les limites du site sont en tous points à une distance inférieure à 60 m de la voie engins ; - la voie engins est de largeur utile 6 m en entrée de site, 7 m dans ses 40 derniers mètres, et est dotée d'une aire de retournement de diamètre 20 m (voie en impasse) ; - aucun obstacle en hauteur n'est présent, la voie respecte un rayon intérieur minimal de braquage de 15 m avec sur- largeur de 1 m, une pente maximale inférieure à 15%, et une portance suffisante à l'accueil sur site de poids-lourds.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 13 (suite)	<p>III. — Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site. Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> — largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; — longueur minimale de 10 mètres, <p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>IV. — Mise en station des échelles. Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II. [...]</p> <p>V. — Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins. A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>	Plan mentionnant les voies d'accès	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3. En situation projetée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la voie engins totalise plus de 100 m linéaires mais dispose d'une largeur minimale de 6 m, ne nécessitant donc pas d'aires de croisement spécifiques ; - les bâtiments sont de hauteur maximale inférieure à 8 m et de plain-pied (dispositions « échelles » non applicables) ; - l'accès au bâtiment accueillant l'activité VHU est assuré depuis la voie engins par un cheminement de largeur minimale 4 m desservant son entrée positionnée en façade Sud-Ouest ; - les autres bâtiments du site (bureaux / local salariés) sont accessibles sans difficultés depuis la voie engins.
Art. 14	Tuyauteries. [...]	Néant	Sans objet
Section III : Dispositions de sécurité			
Art. 15	Clôture de l'installation. [...]	Néant	Le site sera fermé par un portail métallique et cerné sur sa périphérie par : un bac acier de 2m50 de hauteur ou par des blocs béton de 3m20 de hauteur ou par des enrochements de 2 m de hauteur couverts de végétation.
Art. 16	Ventilation des locaux. [...]	Néant	Sans objet

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 17	Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.	Justificatif de conformité au décret du 19 novembre 1996	Les zones ATEX identifiées au sein de l'établissement concernent : - l'intérieur des réservoirs de carburant des VHU non dépollués ; - l'intérieur des contenants de carburants extraits des VHU ; - l'intérieur des rétentions associées à ces stockages. Aucune installation électrique, mécanique, hydraulique ou pneumatique n'est présente dans les zones ainsi définies. Le point ci-contre est donc sans objet. Afin de consolider au plan technique l'analyse ci-dessus, l'exploitant fera réaliser sous 6 mois par un prestataire spécialisé un examen détaillé de son établissement en situation projetée afin de valider l'étendue et le type de zones à risque d'explosion présentes le cas échéant (étude de zonage ATEX). En cas de présence d'équipements dans les zones ATEX ainsi identifiées, une étude d'adéquation des matériels en zone ATEX sera engagée afin d'identifier le cas échéant les mesures de mise en conformité nécessaires.
Art. 18	Installations électriques. [...]	Néant	Sans objet
Art. 19	Systèmes de détection et d'extinction automatiques. Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.	Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement. Note de dimensionnement lorsque la détection est assurée par un système d'extinction automatique.	En situation projetée : - le bâtiment accueillant l'atelier de dépollution/démontage des VHU est équipé d'un système de détection des fumées (dimensionnement et installation réalisée par un prestataire spécialisé) ; - absence de système d'extinction automatique d'incendie.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 20	<p>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p style="text-align: center;">Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux, et réserves éventuelles avec note justifiant les différents choix</p>	<p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, à minima de type téléphone au niveau du bureau de l'établissement.</p> <p>Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours sont à disposition sur site.</p> <p>Un seul poteau incendie communal est présent aux abords du site (Cf. implantation en PJ 3). Il est localisé coté Est du site, en bordure du Chemin de la Prusse. D'après les informations fournies par la commune, ce poteau (identifié n°37) en DN100 assure un débit supérieur à 80 m³/h sous 1 bar de pression.</p> <p>En situation projetée, ce poteau incendie est implanté à une distance comprise entre 80 m et 140 m des aires dédiées sur site à l'activité VHU. Le bâtiment accueillant l'atelier de dépollution VHU en est distant de 80 m.</p> <p>En complément, une bâche souple aérienne de 120m³ sera implantée sur site à côté de l'aire de retournement des engins de secours. Cette réserve d'eau incendie sera à une distance comprise entre 60 m et 120 m des aires dédiées sur site à l'activité VHU. Le bâtiment accueillant l'atelier de dépollution VHU en est distant de 95 m.</p> <p>Des extincteurs sont répartis sur site en zones intérieures et extérieures de manière adaptée aux risques incendie identifiés. L'implantation, l'installation et l'entretien de ces équipements est assurée par une société spécialisée. Les agents d'extinction sont adaptés aux risques à combattre et au positionnement des équipements en extérieur le cas échéant.</p> <p>Aucune opération de découpage au chalumeau n'est réalisée sur le site en lien avec l'activité VHU (bac de sable non requis).</p> <p>Un plan du site localisant les moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie et identifiant les zones de dangers est présenté à la suite du présent tableau</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 21	Plans des locaux et schéma des réseaux. L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.	Plan des locaux et plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours tenus à jour	Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours sont à disposition sur site. Un plan du site localisant les moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie et identifiant les zones de dangers est présenté à la suite du présent tableau
Art. 22	Consignes d'exploitation. [...]	Néant	Sans objet
Art. 23	Travaux. [...]	Néant	Sans objet
Section IV : Exploitation			
Art. 24	Vérification périodique et maintenance des équipements. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	Vérification périodique et maintenance des équipements	Les vérifications périodiques et la maintenance des équipements du site sont effectuées conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications périodiques concernent les extincteurs et le système de détection de fumées. L'alimentation en eau d'extinction incendie est assurée par : - 1 poteau incendie du réseau public présent en bordure Est du site, dont la vérification est assurée périodiquement par la commune, qui en transmet les résultats à l'exploitant ; - 1 bache souple aérienne de 120 m³ près de l'aire de retournement des engins, qui sera vérifiée par un prestataire compétent désigné par l'exploitant.
Section V : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			
Art. 25	Rétentions. I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; — dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.	Plan du local de stockage	Tous les stockages de fluides issus de la dépollution des VHU sont disposés sur rétentions étanches de capacité adaptée au volume des contenants supportés. Les différents types de fluides sont stockés dans des contenants distincts munis de rétentions séparées lorsque leurs caractéristiques présentent des incompatibilités. Ces stockages sont positionnés au niveau de l'atelier de dépollution des VHU. Ils sont représentés sur la figure présentée à la suite du présent tableau.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 25 (suite)	<p>II. — La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. — Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. — Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>V. — Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p>	Plan du local de stockage	<p>Tous les stockages de fluides issus de la dépollution des VHU sont disposés sur rétentions étanches de capacité adaptée au volume des contenants supportés.</p> <p>Les différents types de fluides sont stockés dans des contenants distincts munis de rétentions séparées lorsque leurs caractéristiques présentent des incompatibilités.</p> <p>Ces stockages sont positionnés au niveau de l'atelier de dépollution des VHU. Ils sont représentés sur la figure présentée à la suite du présent tableau.</p> <p>L'activité VHU sur site ne comprendra aucun stockage de fluides à l'air libre.</p> <p>L'atelier de dépollution des VHU est doté d'un dallage béton étanche aux produits susceptibles d'y être présents. L'atelier est doté d'une fosse de rétention étanche en point bas de 4 m³ et de seuils au niveau de ses accès, permettant de recueillir les matières répandues accidentellement. Il n'est pas réalisé de lavage des sols (nettoyage au balai uniquement).</p> <p>En situation projetée, un dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie est prévu. Cf. PJ 3.</p> <p>Le dispositif envisagé correspond à 2 cuves enterrées étanches de capacité de 80 m³ chacune (total 160 m³) permettant de collecter gravitairement les eaux d'extinction d'incendie via le réseau d'assainissement pluvial projeté sur site. La capacité globale sera augmentée de la capacité du réseau (environ 2 m³) à laquelle s'ajoute la stagnation des eaux sur les surfaces imperméabilisées et en pointe de diamant (4 mm environ sur 5000 m² soit environ 20 m³) soit au total 182 m³.</p> <p>Des vannes de sectionnement judicieusement positionnées sur le réseau pluvial du site permettront, en cas de sinistre, d'isoler la zone concernée du milieu extérieur (alternativement secteur Est accueillant les activités VHU, ou secteur ouest accueillant les activités METAUX), et confiner les eaux d'extinction d'incendie sur site.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 25 (suite)	<p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> — du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; — du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; — du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; — les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. 	Plan du local de stockage	<p>Le volume requis en rétention des eaux d'extinction incendie (180m³) a été déterminé selon formulaires D9 / D9A.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Besoins en eau d'extinction incendie : 120 m³ - Volume de produit libéré par l'incendie : 2 m³ - Volume d'eau lié aux intempéries : 58 m³ (surface totale dont les écoulements sont susceptibles d'être collectés par le réseau desservant les aires dédiées à l'activité VHU /métaux et imperméabilisées : 5800 m²).

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Chapitre III : La ressource en eau			
Section I : Collecte des effluents			
Art. 26	<p>Collecte des effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.</p>	Plan de collecte des effluents	<p>Les réseaux de collecte des effluents sont précisés en pièce jointe n° 3.</p> <p>Le secteur d'implantation de la SARL JEANMOUGIN n'est pas desservi par les réseaux publics d'assainissement.</p> <p>Les effluents générés par le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des effluents sanitaires en provenance du bureau et du local salariés, gérés en assainissement autonome conformément au règlement d'assainissement local - des eaux pluviales précipitées sur toitures et aires non imperméabilisées, considérées non souillées - des eaux pluviales précipitées sur aires imperméabilisées non couvertes susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures notamment <p>L'établissement ne rejettera aucun effluent lié à ses process de gestion, démontage, dépollution de VHU.</p> <p>En situation projetée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les effluents pluviaux non susceptibles d'être souillés sont collectés en toiture et gérés en infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement local (les eaux précipitées sur aires non revêtues ruissellent et s'infiltrent naturellement dans le sol) ; - les effluents pluviaux susceptibles d'être souillés (précipités sur aire revêtues) sont collectés au moyen d'avaloirs et réseaux enterrés, puis traités par les 3 débourbeurs / séparateur à hydrocarbures et collectés dans une cuve de 80 m³ avant infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement communal.
Art. 27	Collecte des eaux pluviales. [...]	Néant	Sans objet
Section II : Rejets			
Art. 28	Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité. [...]	Néant	Sans objet
Art. 29	Mesure des volumes rejetés et points de rejet. [...]	Néant	Sans objet
Art. 30	Eaux souterraines. [...]	Néant	Sans objet

Section III : Valeurs limites d'émission

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 31	Valeurs limites de rejet. [...]	Néant	Sans objet
Art. 32	Prévention des pollutions accidentelles. [...]	Néant	Sans objet
Art. 33	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée. [...]	Néant	Sans objet
Art. 34	Epandage. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre IV : Emissions dans l'air			
Art. 35	Prévention des nuisances odorantes. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.	Dispositions mises en œuvre pour limiter les odeurs	Absence de source potentielle significative d'odeur du fait de l'activité.
Art. 36	Emissions de polluants. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre V : Emissions dans les sols			
Art. 37	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	Néant	Sans objet

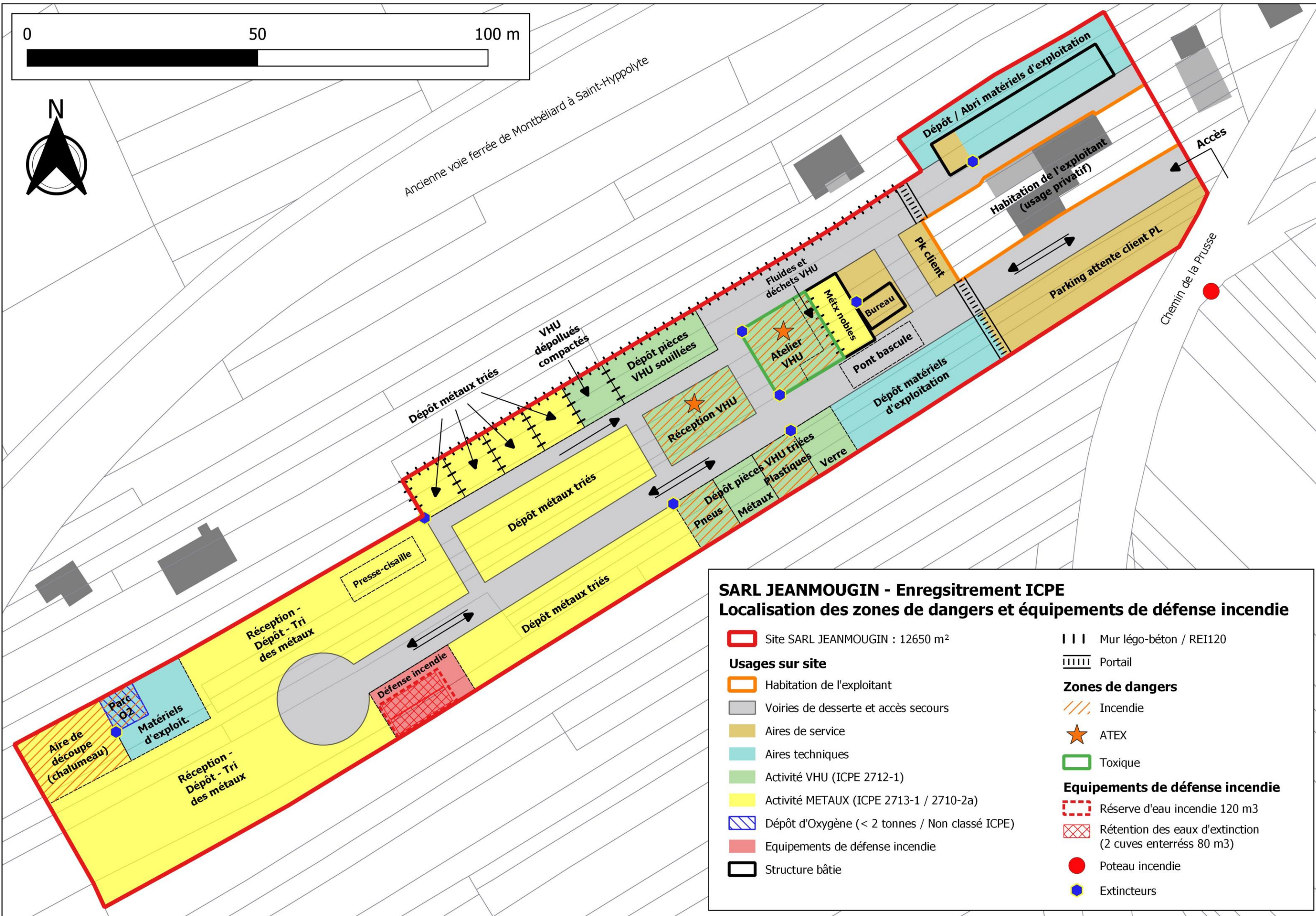
Chapitre VI : Bruit et vibration

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 38	<p>I. — Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [non repris]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. — Véhicules. — Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. — Vibrations.</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe.</p> <p>IV. — Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	<p>Descriptions des modalités de surveillance des émissions sonores</p>	<p>Des bruits et vibrations sont susceptibles d'être engendrés par l'activité du site lorsqu'elle est en fonctionnement.</p> <p>Les bruits et vibrations liés aux activités de démontage et dépollution des VHU sont très limités et circonscrits à l'intérieur de l'atelier dédié à cet usage.</p> <p>Les principales sources de bruits et vibrations liées à l'activité VHU sont associées au déplacement des engins de transport et manutention, à la manutention des VHU et de leurs pièces détachées et déchets, ainsi qu'aux opérations de compactage des VHU dépollués.</p> <p>NB : les sources de bruit sur site sont majoritairement liées aux activités METAUX exercées sur site, notamment déplacement des engins, manutention des métaux, fonctionnement de la presse-cisaille.</p> <p>Les résultats des mesures de bruit réalisées en exploitation le 21/05/2021 (rapport Apave réf. 2174040) sont conformes aux valeurs limite prévues par l'arrêté du 23/01/1997.</p> <p>Les mesures réalisées sont détaillées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mesures de bruit ambiant (avec activité) et résiduel (hors activité) en 4 points du site, en période de jour uniquement (activité exercée exclusivement dans la plage 7h 22h / hors dimanches et jours fériés) ; - calcul de l'émergence dans les zones à émergence réglementée (ZER) et définition du bruit ambiant en Limite de Propriété (LP). <p>Les points de mesure retenus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n°1 (LP) : coté Ouest du site (au-delà des surfaces exploitées) ; - n°2 (LP / ZER) : coté Nord du site en vis-à-vis d'une habitation voisine ; - n°3 (LP) : coté Sud du site en vis-à-vis de terrains agricoles ; - n°4 (LP / ZER) : coté Est du site en vis-à-vis d'habitation voisine. <p>Ces mesures seront renouvelées périodiquement (tous les 6 ans) aux points de référence ci-dessus.</p>

Chapitre VII : Déchets

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 39	Déchets produits par l'installation. [...]	Néant	Sans objet
Art. 40	Déchets entrants. [...]	Néant	Sans objet
Art. 41	Entreposage. [...]	Néant	Sans objet
Art. 42	<p>Dépollution, démontage et découpage.</p> <p>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.</p> <p>I. — L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; — les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; — le verre est retiré ; — les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; — les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; — les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; — les pneumatiques sont démontés ; — les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; — les pots catalytiques sont retirés. <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p> <p>II. — Opérations après dépollution :</p> <p>L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.</p> <p>Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p>	<p>Descriptif du protocole de dépollution</p>	<p>L'aire de dépollution est située à l'intérieur d'un bâtiment, donc à l'abri des intempéries.</p> <p>L'aire dédiée au compactage des VHU après dépollution (associée aux activités METAUX sur site) est positionnée à plus de 4 m des autres aires dédiées à l'activité VHU. Elle prend place sur sol revêtu d'un dallage béton.</p> <p>Le protocole de dépollution appliqué par l'exploitant, tiré de son dossier de demande de renouvellement d'agrément VHU (2021), est donné à la suite du présent tableau</p>
Art. 43	Déchets sortants. [...]	Néant	Sans objet
Art. 44	Registre et traçabilité. [...]	Néant	Sans objet

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2712-1)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 45	Brûlage. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre VIII : Surveillance des émissions			
Art. 46	Contrôle par l'inspection des installations classées. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre IX : Exécution			
Art. 47	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	Néant	Sans objet



Protocole de dépollution des VHU - SARL JEANMOUGIN

(Extraits de la demande de renouvellement d'agrément VHU de la SARL JEANMOUGIN / Octobre. 2020)

Origine des VHU

Particuliers, garages automobiles, ferrailleurs et autre centre VHU.

Mode de récupération des VHU

Collecte sur sites fournisseurs par la société ou dépôt sur le site de la SARL JEANMOUGIN par ceux-ci.

Accueil des VHU

Pour chaque VHU réceptionnée ou collectée, la SARL JEANMOUGIN :

- porte ses références (marque, modèle, année, poids) dans son logiciel et dans un registre de police défini aux articles R.321 et suivants du code pénal
- délivre un certificat de destruction au fournisseur
- déclare au SIV la déclaration d'achat pour destruction

Entreposage des VHU en attente de dépollution

Les VHU en attente de dépollution sont entreposés sur plateforme bétonnée raccordée au réseau d'assainissement pluvial du site, équipé de 3 déboureur - séparateur à hydrocarbures avant cuve tampon de 80 m³ et rejet dans zone d'enrochement (infiltration – comme prévu dans le PLU). Un nouveau séparateur déshuileur à nids d'abeilles sera implanté (St Dizier Environnement).

Le décanteur dépollueur UTEP-LI est dimensionné pour traiter les événements pluvieux avec un ratio de 40 l/s par hectare imperméabilisé.
Dégrillage en entrée, associé à un répartiteur de flux et à une chambre de stockage des macro-déchets
Chambre de dessablage de capacité de stockage 2 m³/ha imp. destinée à piéger les matières lourdes (graviers, sables...) et les déchets
Décantation lamellaire sur nids d'abeille à forte surface projetée, associée à des canaux de reprise des eaux décantées dénoyées en l'absence de circulation hydraulique
Silo à boues de grande capacité (3 m³/ha imp.) sous les nids d'abeille
Siphonide en sortie de l'ouvrage, destinée à piéger les liquides légers

Dépollution des VHU

Manipulé par engin, le VHU est positionné sur le poste de dépollution.

L'opérateur en extrait les fluides (dont fluides frigorigènes le cas échéant) par écoulement gravitaire ou aspiration. Les fluides collectés sont transférés manuellement dans des contenants appropriés placés sur rétention et entreposés sous le même abri.

Divers équipements et éléments sont ensuite extraits des VHU soit manuellement soit par le biais d'outils spécifiques : batteries, filtres, boîte de vitesse, moteur, pot catalytique, filtre à particules, roues et pneumatiques, pare-brise, pare-chocs, réservoir à carburant.

Ces éléments sont entreposés à proximité du poste de dépollution, sur la plateforme bétonnée sous abri pour les déchets et éléments souillés, sur plateforme stabilisée ou imperméabilisée pour le reste (notamment pour les pneus et les éléments volumineux en matière plastique). Les VHU dépollués sont compactés sous 24h suite à leur dépollution et stockés sur plateforme bétonnée raccordée au réseau d'assainissement pluvial du site (équipé de déboueurs - séparateurs à hydrocarbures).

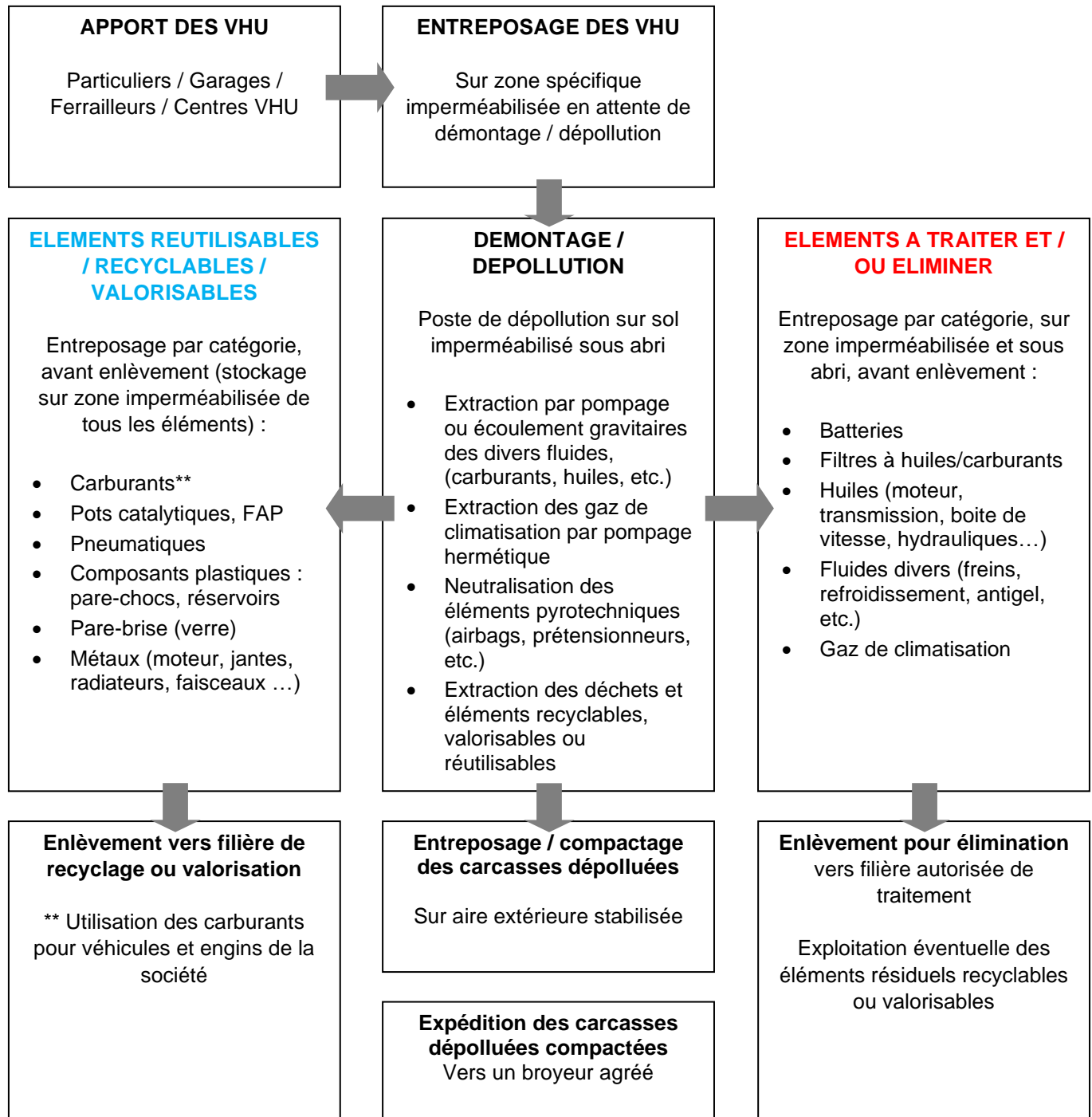
Les moteurs extraits des VHU et autres éventuelles pièces souillées réutilisables sont entreposés en bennes étanches à double paroi équipées d'un couvercle hydraulique permettant de les protéger des intempéries. Le stockage s'effectue sur plateforme bétonnée raccordée au réseau d'assainissement pluvial du site, équipé de déboueurs - séparateurs à hydrocarbures, d'un bac tampon d'orage de 80 m³ avant rejet (infiltration).

Les fluides et autres éléments extraits des VHU au cours de la dépollution sont triés par catégorie en entreposés dans des contenants adaptés afin d'en faciliter l'évacuation ultérieure vers, selon les cas, des filières appropriées de réutilisation / valorisation / recyclage / traitement / élimination, ou encore de les transmettre à un broyeur agréé.

Tous les éléments extraits des VHU susceptibles d'être souillés (par des huiles, carburants ou fluides divers) sont stockés sur plateforme bétonnée et sous abri. Ils sont clairement séparés des éléments non souillés.

Le détail des déchets, fluides et autres éléments extraits des VHU par la Société dans le cadre de ses activités est présenté dans le schéma en page suivante.

PROCEDE DE DEMANTELEMENT ET DE DEPOLLUTION D'UN VHU - SARL JEANMOUGIN



Caractéristique des installations de dépollution et de stockage

Afin d'éviter toute pollution chronique ou accidentelle des sols ou des eaux liée à ses activités, la SARL JEANMOUGIN a choisi de positionner ses installations de dépollution de VHU sur une plateforme imperméable bétonnée protégée des intempéries. La plateforme est dotée d'une rétention suffisamment dimensionnée.

La plateforme imperméabilisée (bétonnée) accueillant les VHU en attente de dépollution, l'atelier de dépollution et les stockages d'éléments et fluides extraits des véhicules, présentent une configuration adaptée permettant simultanément :

- d'éviter toute entrée sur la plateforme d'eau provenant de l'extérieur, aussi bien pour des précipitations directes que ruissellement au sol ;
- d'éviter tout rejet vers l'extérieur, d'effluents provenant de la plateforme (fuites accidentelles, souillures...).

Pour répondre à ces objectifs, les plateformes présentent :

- un abri dimensionné pour qu'en cas de pluie, la plateforme reste protégée des eaux ;
- une dalle béton nivelée en léger surplomb par rapport au terrain avoisinant permettant d'éviter toute intrusion d'eaux provenant de l'extérieur ;
- un revêtement de la plateforme bétonnée par une résine imperméable et résistante aux produits manipulés dans le cadre des opérations de dépollution des VHU ;
- un nivellement au sol légèrement concave assurant la concentration des éventuels effluents en partie centrale de la plateforme ;
- un avaloir central, permettant la récupération des éventuels effluents ruisselant au sol, et leur drainage par canalisation vers un organe de rétention (voir point suivant) ;
- une cuve enterrée de capacité 4 m³, constituant l'organe de rétention associé à la plateforme, dotée d'une trappe de visite permettant un contrôle visuel régulier ainsi que le pompage des éventuels fluides collectés.

Concernant ce dernier point, la capacité de la rétention est adaptée au volume de fluides susceptible d'être présent sur la plateforme. Le principe appliqué est un volume de rétention au moins équivalent à 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou à 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

On estime le volume de fluides potentiellement présent sur la plateforme à un total de 1700 litres correspondant à celui potentiellement contenu dans les VHU (100 litres par VHU et 3 VHU maximum, soit 300 litres), augmenté de la capacité totale de stockage des fluides extraits des véhicules (1 cuve de 1000 litres et 2 futs de 200 litres, soit 1400 litres).

Le volume de rétention requis d'après cette estimation est donc de 1000 litres. Par conséquent, la capacité de rétention équipant l'installation est compatible avec l'activité de la plateforme (4 m³).

Entreposage des VHU dépollués

Après dépollution, les VHU traités sont évacués de l'atelier VHU à l'aide d'un engin (télescopique ou chariot élévateur), et entreposés sur une aire bétonnée et étanche reliée à un débourbeur. Cette aire d'entreposage des VHU dépollués permet d'accueillir les véhicules dépollués jusqu'à leur évacuation vers un broyeur agréé. La SARL JEANMOUGIN indique se limiter au stockage d'un maximum de 50 VHU dépollués sur cette plateforme, sous forme de cubes qui correspond à un chargement de camion envoyé par le broyeur.

Evacuation des éléments et fluides extraits des VHU, et des véhicules dépollués

Lorsqu'il le juge pertinent ou nécessaire, l'exploitant évacue par ses propres moyens ou par le biais d'une société tierce :

- les VHU dépollués vers un broyeur agréé (sociétés ESKA à Franois, ACYCLEA à Saint- Apollinaire, COMET en Belgique, METALES et FRAGNOR en Espagne) ;
- les différents éléments et fluides extraits des véhicules au cours de la dépollution, vers les filières appropriées de réutilisation / valorisation / recyclage / traitement / élimination, ou encore vers des sociétés collaboratrices et autres broyeurs VHU agréés.

Dans le cadre de ces évacuations, l'exploitant :

- tient à jours un registre de police répondant aux articles R.321, précisant le nombre et le tonnage des VHU remis aux broyeurs, ainsi que les sociétés destinataires ;
- assure la traçabilité des VHU en établissant en 3 exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses et VHU correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police ainsi que le tonnage associés (1 exemplaire du bordereau est conservé par l'exploitant et 1 remis au broyeur avec les numéros du lot de VHU préalablement traités) ;
- tient à jours un registre précisant le tonnage de déchets et autres éléments extraits des VHU dépollués, ainsi que les sociétés destinataires.

La SARL JEANMOUGIN a identifié l'ensemble des déchets qu'elle est amenée à gérer du fait de son activité. Pour chacun d'eux, une filière d'élimination a été identifiée et l'exploitant s'est assuré des autorisations des éliminateurs retenus. Pour certaines catégories de déchets des VHU (batteries, huiles, pneumatiques, carcasses dépolluées), les agréments exigés par des réglementations spécifiques ont été également vérifiés.

Un bordereau de suivi de déchets (BSD) est émis l'occasion de chaque enlèvement de déchets dangereux. Conformément à l'article R.541-45 du code de l'environnement, les BSD seront conservés par la société pendant 5 ans, ainsi que les cartes grises (depuis novembre 2017).

Autres formalités administratives

Conformément au 5° de l'article R.543-64 du code de l'environnement, la SARL JEANMOUGIN déclare annuellement à l'ADEME :

- des informations sur modalités juridiques et financières de prise en charge des véhicules hors d'usage ainsi que sur les conditions techniques, juridiques, économiques et financières dans lesquelles les centres VHU agréés exercent leurs activités ;
- le nombre et le tonnage de véhicules pris en charge ;
- le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage remis, directement aux broyeurs agréés ;
- le tonnage de produits ou déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints par l'opérateur.

AUTRES DETAILS DU PROJET

VOLUMES VHU DE 2019 A 2022

ANNÉE	POIDS EN TONNE	NOMBRES
2019	1161	1727
2020	1135	1514
2021	912	1359
2022	535	643

Poids de l'année 2022 arrêté le 09/08.

Poids basés sur le tonnage vendu du 01/01 au 31/12 de chaque année.

VOLUMES FERRAILLES ET MÉTAUX DE 2019 A 2022

ANNÉE	POIDS EN TONNE
2019	1369
2020	1929
2021	4289
2022	3458

Poids de l'année 2022 arrêté le 09/08.

Poids basés sur le tonnage vendu du 01/01 au 31/12 de chaque année.

VOLUMES PREVISIONNELS

Le volume de ferraille et métaux est en augmentation par rapport aux années précédentes grâce à l'investissement de la presse cisaille, et de la négociation des prix de vente aux négociants.

L'objectif est d'augmenter le volume, nous avons atteint par mois un poids de 200 à 300 tonnes de ferrailles toutes confondues et 50 tonnes de métaux environ et réduisant notre marge et proposant des prix qui attire les fournisseurs.

Cette stratégie nous permet d'augmenter notre trésorerie et de pouvoir assurer les investissements futurs de la société en augmentant notre capacité financière.

Le volume des VHU est en baisse, due à la concurrence du secteur.

Les volumes envisagés pour les prochaines années seraient environ 300 à 400 tonnes/mois dans la catégorie ferraille et 50 tonnes/mois dans la catégorie métaux.

Pour les volumes VHU nous envisageons 1500 épaves pour l'année.

Le volume à l'année représenterait environ 10.800 m³ toutes catégories confondues.

DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES VOLUMES DE METAUX

Nous avons prévu un mur en plots béton composé de six box de 300m³ chacun environ (10m L x 10m l x 3.2m H) soit 1800 m³ en box. La surface de stockage des métaux est évaluée à environ 2000 m² pour une hauteur moyenne de 2 m soit 4.000m³. Au total, le volume de métaux pourrait représenter 5800 m³.

En

- Ferraille légère
- Ferraille lourde
- VHU
- Platinage
- Aluminium
- Métaux ferreux

Les métaux précieux (cuivre, laiton, bronze etc...), seront stockés dans le bâtiment de dépollution en bac acier.

Le reste des métaux non précieux (inox, jantes aluminium, AGS etc...), seront stockés en benne PL ou en benne bateau dans la partie gauche du chantier le long des tôles actuelles.

Les moteurs VHU sont stockés en benne étanche et couverte, sur rétention reliée aux déshuileurs.

Les batteries seront stockées dans des bennes bateaux étanches dans le bâtiment de dépollution.

Traitement des ferrailles :

- Suite aux réceptions, les ferrailles sont déchargées sur une surface de réception à côté de la cisaille, triées, puis traitées dans la presse cisaille et enfin mises en box prêtes à l'expédition.

Traitement des VHU :

- Réception, vérification administrative puis les épaves sont entreposées sur la dalle extérieure, reliée aux déshuileurs en attente de dépollution.
- L'épave est emmenée à l'aide d'un chariot élévateur dans le bâtiment de dépollution, pour être dépollué et les différents éléments sont démontés, triés et déposés dans les conteneurs appropriés.
- La carcasse est ensuite traitée dans la presse pour en faire un cube, puis déposée dans les box VHU en attente d'expédition au broyeur.

Traitement des métaux :

- Les différents métaux sont réceptionnés, triés et mis en bac acier qui se trouve à côté de la petite bascule.
- Chaque bac rempli sera ensuite stocké dans le bâtiment en attente d'expédition.

BATIMENTS LIÉS A L'INSTALLATION

Le premier bâtiment de dimension 24m par 16.60m de 406m² :

- Dépollution des VHU
- Stockage des métaux précieux
- Stockage des batteries
- Stockages des fluides (environ 1500 l) et filtres retirés des VHU
- Stockage des carburants pour les engins du site (environ 2400 litres)
- Stockage des pots catalytiques
-

Toutes les cuves contenant des fluides seront posées sur bac de rétention.

Les carburants retirés des épaves sont filtrés et réutilisés dans nos véhicules.

La dalle béton étanche est reliée à une cuve enterrée de 4m³ en cas de déversement accidentel.

Le bâtiment aura une ouverture au niveau de la faîtière pour laisser échapper les fumées en cas d'incendie, sera équipé de détecteurs de fumées et de 6 extincteurs.

Un mur en plots béton sera monté à l'intérieur du bâtiment pour protéger le bureau de réception en cas d'incendie.

Deuxième bâtiment de dimension 42m par 8m de 336m² :

- Parking couvert pour les véhicules de la société.

Le parking sera fermé sur les côtés de 8m et derrière le bâtiment le long de la maison de l'exploitant.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Risques d'incendie :

- Les produits tels que les pneus, les déchets plastiques, les fluides combustibles ou inflammables sont potentiellement des produits qui pourraient s'enflammer
- Le chantier est fermé et clôturé afin d'empêcher la malveillance
- Il est interdit de fumer à proximité des dépôts
- Les travaux par point chaud sont organisés pour limiter les risques de propagation d'un incendie
- Les Box en plots béton assurent, en cas d'incendie, que le feu ne s'étende pas dans les autres box.
- Détecteurs de fumées dans tous les bâtiments reliés à une centrale incendie
- Extincteurs dans les bâtiments et sur les parties extérieures à risques du chantier (zone chalumeau, zone VHU, presse cisaille)
- Formation du personnel au maniement des extincteurs
- Bâtiment de dépollution respectant les prescriptions de l'arrêté en matière de sécurité.

Risques pollution :

- Zone VHU et stockage moteurs sur dalle béton étanche reliée aux déshuileurs
- Installation d'un nouveau décanteur dépollueur nids d'abeille
- Bac de rétention pour tous les fluides à l'abri
- Dalle étanche sous le bâtiment de dépollution relié à une cuve de 4000 litres
- Vannes de coupure et consignes en cas d'incendie pour récupérer les eaux d'extinction

Risques d'accidents :

- Port des EPI obligatoires pour les salariés
- Formation CACES

- Aucune manipulation avec engins à proximité des fournisseurs
- Panneaux d'indications des dangers et plan du chantier à l'entrée

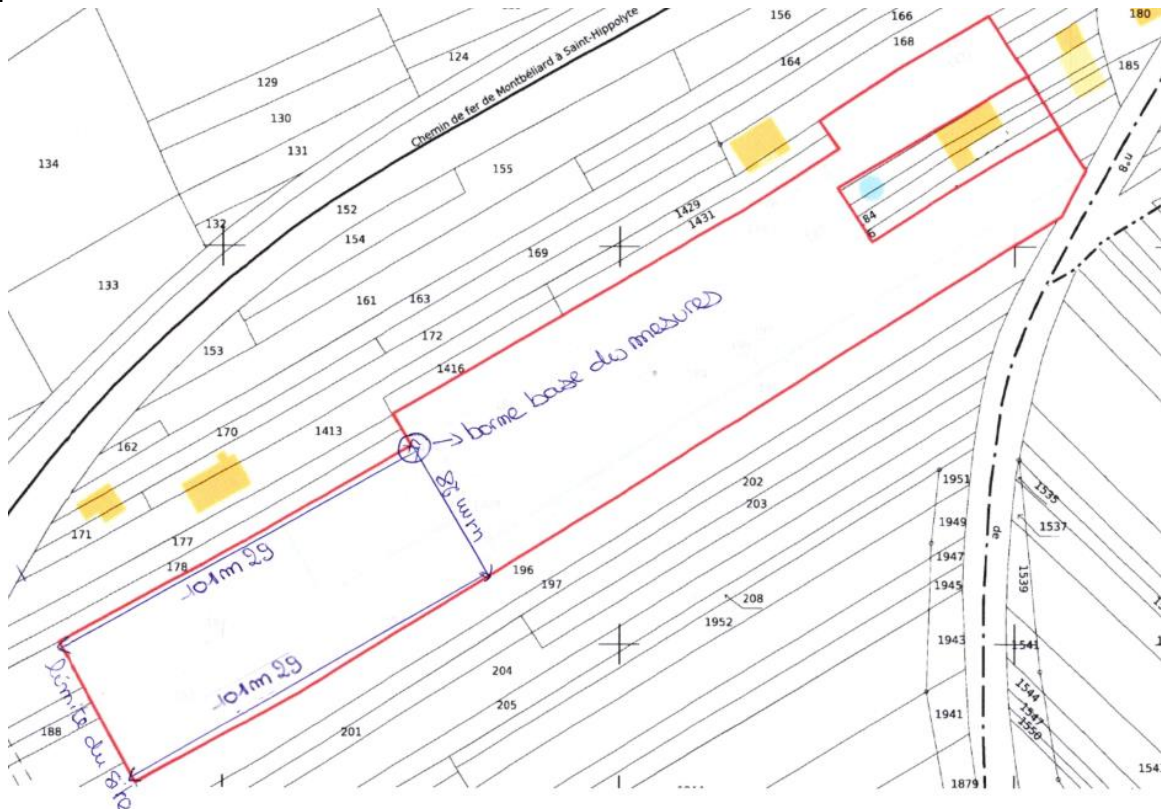
Risques extérieurs :

- Absence de locaux ou d'entreprise voisine pouvant impacter le site par effet domino

DÉLIMITATION DU CHANTIER

La délimitation du chantier sera basée sur la borne entourée sur le plan ci-dessous.

Mesure faite au décamètre puis pose de poteaux acier aux limites et fermeture de l'accès avec des tôles bac acier.



Détail de la limite Sud-Ouest du chantier



Clôture bac acier qui sera prolongée

DISTANCE DES INSTALLATIONS

Le bâtiment de dépollution est entouré de passage dégagé tout autour, sauf le bureau de réception qui sera accolé.

Les pneus issus des VHU seront à distance de toutes source d'incendie et de plus de 6m50 du bâtiment de dépollution.

Les VHU en attente de dépollution seront à 20 mètres minimum du bâtiment de dépollution.

Le parc à oxygène et la zone de chalumage seront éloignés de 150m du bâtiment de dépollution.


Les box seront à 20m minimum de distance du bâtiment de dépollution.

Les VHU en attente de dépollution seront à plus de 4 mètres des VHU cubées en attente d'expédition.

AMÉNAGEMENT

Pour les aménagements supplémentaires, nous allons installer :

- Un nouveau Décanteur-dépollueur pour traiter les eaux de pluies et la sortie des eaux des 2 déshuileurs débourbeurs actuels afin que toutes les particules en suspension soient traitées avant rejet dans un bac tampon orage de 80 m³ puis infiltration dans les enrochements côté Sud-Ouest.



— Innovons pour que l'eau vive —

TRAITEMENT EAUX PLUVIALES


Décanteur dépollueur > UTEP®LI

▶ UTEP®LI

Décanteur dépollueur

en acier revêtu

avec structure nids d'abeille



Acier

Traitement par décantation des eaux de ruissellement issues des routes, autoroutes et parkings découverts

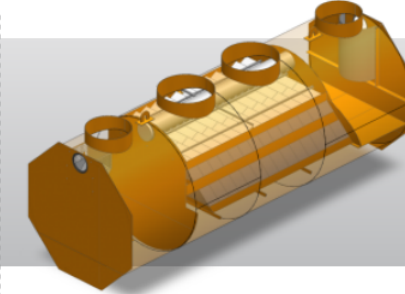
♦ **APPLICATION**

Le décan­teur dépollueur UTEP®LI permet par décantation l'intercep­tion des ma­tières en sus­pen­sion (MES) et des polluants associés (métaux lourds, DCO, hydrocarbures et HAP's).

♦ **TAILLE** : 36 à 540 m³/h

♦ **AVANTAGES**

- ✓ Performances : rendement > 75% sur la masse annuelle des MES
- ✓ Fiabilité : nids d'abeille de forte section réduisant les risques de colmatage et équi-répartition du débit sur toute la zone lamellaire avec la mise en pression des canaux de reprise des eaux décantées.
- ✓ Durabilité : résistance mécanique et inertie chimique des nids d'abeille en polypropylène, qualité du revêtement
- ✓ Exploitation et maintenance aisées : grande accessibilité, résistance au lavage des nids d'abeille
- ✓ Garantie décennale par assurance complétée par une Epers



CONCEPTION

- ♦ Fabrication en acier S235 assemblé sur fonds plats, protégé après sablage SA 2,5 selon ISO 8501-1 par un revêtement époxy certifié COFRAC d'épaisseur 500 µm
- ♦ Décantation lamellaire sur nids d'abeille de diamètre

Détail du nouveau décan­teur (St Dizier ©)

- La capacité d'infiltration des Calcaire à Térébratules (formation géologique J7c), assez compacts, de patine gris bleuté, de teinte grise à gris-beige, permettra une bonne infiltration des eaux du côté Sud-Ouest du site, en dehors des zones de protection de captage.
- Toutes les surfaces ou seront entreposées les ferrailles, VHU et métaux seront sur dalle béton dont les eaux de pluies seront traitées en premier par les deux déshuileurs débourbeurs puis rejetées dans le nouveau décan­teur dépollueur nids d'abeille (avec un accès dans les trois appareils permettant de réaliser des tests).

- En sortie du nouveau décanteur dépollueur, une cuve tampon d'orage sera positionnée, d'un volume minimal de 80 m³, correspondant à une pluviométrie de 10l/m² de surface drainante (5800m²)

Ces aménagements empêcheront toute fuite des eaux du site, les dalles seront en pentes dirigées vers plusieurs regards avec deux réseaux, un en direction du déshuileur et l'autre avec vannes de sectionnement qui dirigera les eaux en cas d'incendie dans des cuves enterrées de 2 x 80 m³.

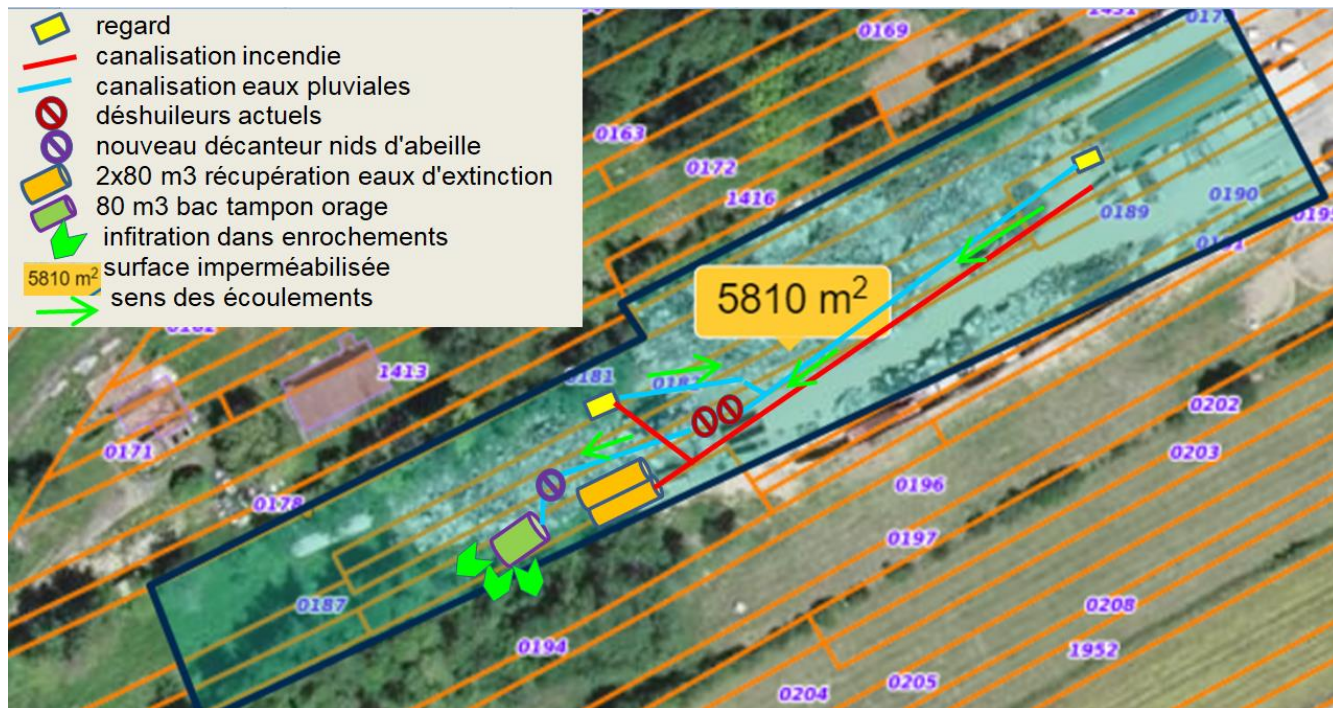


Schéma du site avec aménagements hydrauliques (Géoportail IGN ©)

PROPRETÉ DU CHANTIER

Pour le maintien de la propreté du chantier nous avons investi dans un balai pousseur qui s'installe sur les fourches du chariot élévateur pour nettoyer les dalles.

Par la suite de l'enrobé sera posé à l'entrée du chantier jusqu'au portail, pour le parking fournisseurs / client et sous le bâtiment de stockage des véhicules de la société, le reste du chantier sera bétonné.

Le nettoyage au Karcher des véhicules et engins se fera sur la dalle béton reliée au déshuileur.

Toutes les surfaces du chantier seront couvertes, dans ses conditions il n'y aura plus de poussières présentes sur le site.

INSERTION DANS LE PAYSAGE

Sur la partie Sud du site (depuis l'entrée du chantier), un mur en enrochement sera posé pour maintenir la butte de terre sur environ 200 mètres. En haut de la butte des arbres et arbustes locaux seront plantés.

Pour le reste du chantier une ceinture en tôle bac acier de 2m50 de hauteur sera posée dans la continuité de la clôture actuelle.

L'entrée du chantier sera fermée par un portail en acier de 2m50 minimum.

Sur 80 mètres de long sur la partie Nord (depuis l'entrée du chantier) un mur en Plots béton sera installé, ce mur sera décalé d'un mètre de la limite séparative des voisins et des plantes grimpantes seront plantées pour l'intégration dans le paysage.

Ainsi, le chantier sera clos sur toute sa périphérie, soit par un bac acier de 2m50 de hauteur, soit par des plots béton de 3m20 de hauteur, soit par des enrochements et des plantations de 2 m de hauteur + portail sur l'accès.

RÉTENTION DES EAUX INCENDIÉES

Les eaux incendiées seront retenues dans des cuves enterrées de 120m³, elles ne seront pas exposées aux eaux de pluies et ne pourront pas se remplir naturellement.

Le réseau qui rejoint les cuves sera fermé en permanence par des vannes de sectionnements dans les regards accessibles, elles ne seront ouvertes que dans le cas d'un incendie.

En cas d'incendie, l'entrée du déshuileur sera fermée par la vanne pour ne pas que les eaux incendie puissent rejoindre les déshuileurs et la cuve d'orage puis s'infiltrer.

RÉTENTION DES FLUIDES AMPG 2713 ARTICLE 11

La rétention des fluides :

En dessous de chaque contenant 100 % de la capacité de rétention (c'est-à-dire une cuve de 1000 litres est sur une rétention de 1000 litres).

Une rétention différente pour chaque liquide (pour éviter le mélange en cas d'accident).

La dalle béton qui sera faite en dessous du bâtiment sera résistante aux produits chimiques.

Une ceinture de rétention de 20 centimètres minimum sera faite pour éviter toutes fuites de liquides et toutes entrées d'eaux de pluies.

Une cuve de rétention enterrée de 4 m³ est reliée à un regard qui sera dans le bâtiment.

En cas d'incendie un réseau avec une vanne de sectionnement sera installé pour rejoindre les cuves de rétention des eaux incendie.

ACTIVITE METAUX - RUBRIQUE 2713 DE LA NOMENCLATURE DES ICPE

Examen réalisé sur la base du texte suivant : Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 1	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2711, 2713, 2714 ou 2716.	Etablissement concerné par la rubrique 2713 uniquement
Art. 2	Champ d'application Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 01/07/2018. [...]	Sans objet
Art. 3	Définitions [...]	Sans objet
Chapitre Ier : Dispositions générales		
Art. 4	<p>Dossier Installation classée</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le plan des bâtiments (cf. article 9) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ; - les consignes d'exploitation (cf. article 12) ; - les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ; - le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ; - le registre des déchets (cf. article 13) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ; - les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>L'établissement n'étant pas une ICPE existante à la date du présent document, il ne dispose pas à ce jour d'un tel dossier.</p> <p>Celui-ci sera constitué et complété suite à la présente demande d'enregistrement.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 5	<p>Implantation</p> <p>Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, [...]</p> <p>Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	<p>Etablissement concerné par la rubrique 2713 uniquement</p> <p>Pas de locaux au dessus ou en dessous de l'installation</p>
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions		
Section I : Dispositions constructives		
Art. 6	<p>Comportement au feu</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 ; - les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). <p>Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe A2s1d0 ; - murs extérieurs E 30 ; - murs séparatifs E 30 ; - portes et fermetures E 30 ; - toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p>	<p>Absence de bâtiments accueillant des produits ou déchets combustibles ou inflammables associés à l'activité METAUX.</p> <p>Toutes les surfaces dédiées à l'activité METAUX seront en extérieur, à l'exception d'1 cellule de 120 m² dédiée à l'entreposage de métaux nobles triés qui sera intégrée au bâtiment VHU projeté.</p> <p>En situation projetée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois extérieures de ce bâtiment sont bardage métallique incombustible (conforme A2S1d0) ; - le sol est incombustibles (dallage béton) ; - la structure du bâtiment est en charpente métallique de résistance au feu à minima R15 ; - les cellules respectivement METAUX / Atelier VHU sont séparées par un mur jusqu'en sous face de toiture, respectant une résistance au feu REI120 (coupe-feu 2h) ; - les portes et fermetures donnant vers l'extérieur sont E30 (pas de communication intérieure entre la cellule METAUX et l'atelier VHU) ; - la toiture du bâtiment est constituée d'une charpente métallique sous couverture en bacs acier conforme à la classe BROOF (t3). <p>Le bâtiment projeté ne comprend pas de chaufferie.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 7	<p>Accessibilité</p> <p>I. Accessibilité</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p>	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>L'accès des secours se fait par l'entrée unique du site depuis le Chemin de la Prusse, équipée d'un portail de largeur 6 m minimum.</p> <p>Des aires de stationnement clients / salariés / matériels d'exploitation sont aménagés sur site de manière à ne pas occasionner de gêne pour l'accessibilité des services de secours.</p> <p>Toutes les surfaces dédiées à l'activité METAUX seront en extérieur, à l'exception d'1 cellule de 120 m² dédiée à l'entreposage de métaux nobles triés qui sera intégrée au bâtiment VHU projeté.</p> <p>Cette cellule disposera d'une ouverture en façade de dimensions minimales 1,8 mètre de haut et 0,9 m de large.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 7 (suite)	<p>II. Voie « engins »</p> <p>Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables) [...]</p> <p>IV. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables) [...]</p> <p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables) [...]</p>	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>En situation projetée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une voie « engins » est aménagée et maintenue libre en position axiale sur site (configuration du site ne permettant pas de voie périphérique) afin d'en desservir les différentes zones ; - les limites du site sont en tous points à une distance inférieure à 60 m de la voie engins ; - la voie engins est de largeur utile 6 m en entrée de site, 7 m dans ses 40 derniers mètres, et est dotée d'une aire de retournement de diamètre 20 m (voie en impasse) ; - aucun obstacle en hauteur n'est présent, la voie respecte un rayon intérieur minimal de braquage de 15 m avec sur-lageur de 1 m, une pente maximale inférieure à 15%, et une portance suffisante à l'accueil sur site de poids-lourds. <p>Toutes les aires dédiées à l'activité METAUX sont à moins de 60 m de cette voie</p> <p>Points III à V sans objet : les activités METAUX de la SARL JEANMOUGIN classées au titre de la rubrique 2713 des ICPE traitent exclusivement des déchets non combustibles et non inflammables.</p>
Art. 8	<p>Désenfumage</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), [...]</p>	<p>Absence de déchets de métaux combustibles ou inflammables : exigences non applicables.</p> <p>Le bâtiment sera toutefois équipé d'ouvertures permanentes en partie haute des façades (ouvertures dotées de grilles) afin d'en assurer un désenfumage naturel en cas de nécessité.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
<p>Art. 9</p>	<p>Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : [...] - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>	<p>Les activités METAUX de la SARL JEANMOUGIN traitent exclusivement des matériaux non combustibles et non inflammables.</p> <p>Toutes les surfaces dédiées à ces activités sont en extérieur, à l'exception d'1 cellule de 120 m² dédiée à l'entreposage de métaux nobles triés qui sera intégrée au bâtiment VHU projeté.</p> <p>En conséquence, les risques incendie liés aux activités classées 2713 sur site sont particulièrement faibles.</p> <p>On note toutefois que des opérations de découpe de grosses pièces métalliques au moyen d'un chalumeau propane / oxygène sont réalisées sur site en lien avec les activités METAUX de la société. Ces opérations sont réalisées au niveau d'une plateforme dédiée positionnée à l'extrémité Ouest du site.</p> <p>Un dépôt de bouteilles d'oxygène (gaz sous pression) nécessaire à ces opérations de découpe est aménagé au voisinage de la plateforme de découpe. Un total de 6 casiers contenant chacun 18 bouteilles d'oxygène de capacité unitaire 50L / 10,6 m³ / 14,3 kg est susceptible d'être présent, soit une quantité totale d'oxygène de 1545 kg.</p> <p>La quantité maximale d'oxygène stockée sur site étant inférieure à 2 tonnes, cette activité n'est pas classée au titre de la rubrique 4725 de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Concernant le propane utilisé pour les opérations de découpe, la quantité présente sur site est limitée à 1 bouteille de 50L en utilisation et 1 à 2 bouteilles de 50 L en réserve à l'écart de l'aire de découpe.</p> <p>Les éléments ci-dessus sont les seules zones à risque incendie associées aux activités METAUX de la société. Elles sont représentées sur la figure vue plus haut localisant les zones de dangers sur site.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie définis ci-contre applicables aux activités exercées sur site sont présents : moyen d'alerte (téléphone) ; plans des locaux ; extincteurs (autres exigences non applicables en l'absence de gestion de déchets combustibles ou inflammables).</p> <p>Ces éléments sont complétés par les moyens requis au titre de l'activité VHU et présentés précédemment (poteau incendie hors site, réserve d'eau incendie 120 m³ sur site), détection de fumées dans le bâtiment.</p> <p>Les vérifications périodiques et la maintenance des équipements incendie sont effectuées conformément aux référentiels applicables</p>
Section II : Dispositif de prévention des accidents		

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 10	<p>Installations électriques et mise à la terre</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>	<p>Les vérifications périodiques des installations électriques de l'établissement sont effectuées conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Il n'est pas identifié sur site d'équipements métalliques liés à l'activité classée 2713 nécessitant une mise à la terre.</p>
Section III : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles		
Art. 11	<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p>	<p>Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est présent sur les aires dédiées aux activités METAUX de la SARL JEANMOUGIN classées au titre de la rubrique 2713. En conséquence les point I et II sont sans objet pour ces activités.</p> <p>Néanmoins, l'établissement respectera les dispositions ci-contre en matière de rétentions pour tous les stockages de fluides présents par ailleurs au sein de l'établissement (activité VHU, équipements généraux du site nécessaires à son exploitation).</p> <p>Les métaux et déchets de métaux non dangereux gérés par l'installation classée 2713 sont considérés non souillés et par conséquent non dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol. En conséquence le point III est sans objet.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant prévoit dans le cadre de son projet de réorganisation (Cf. PJ 3) la mise en place d'un dallage béton sur l'ensemble des aires dédiées à ses activités METAUX. Ce recouvrement des sols permettra d'améliorer les conditions d'exploitation du site et de collecter les eaux pluviales précipitées sur les aires dédiées à ses activités METAUX. Les eaux pluviales ainsi collectées seront traitées par décanteur / séparateur à hydrocarbures avant rejet.</p> <p>En situation projetée, un dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie est prévu (Cf. PJ 3). Un tel dispositif n'est pas existant actuellement.</p> <p>Le dispositif envisagé en situation projetée correspond à 2 cuves enterrées étanches de capacité de 80m³ (total 160m³) permettant de collecter gravitairement les eaux d'extinction d'incendie via le réseau d'assainissement pluvial projeté sur site. La capacité globale sera augmentée de la capacité du réseau (environ 2 m³) à laquelle s'ajoute la montée des eaux sur les surfaces imperméabilisées et en pointe de diamant (environ 20 m³) soit 182m³ au total.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
	<ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>Des vannes de sectionnement judicieusement positionnées sur le réseau pluvial du site permettent, en cas de sinistre, d'isoler la zone concernée (secteur Est VHU, ou secteur Ouest METAUX) du milieu extérieur.</p> <p>Le volume requis en rétention des eaux d'extinction incendie (180 m³) a été déterminé selon formulaires D9 / D9A sur la base du scénario majorant correspondant à un incendie concernant les aires dédiées aux activités VHU et métaux avec une surface imperméabilisée de 5800m² (Cf. examen de conformité relative à la rubrique 2712-1 pour davantage d'informations)</p>
Section IV : Dispositions d'exploitation		
Art. 12	<p>Consignes d'exploitation</p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>	<p>Des consignes d'exploitation écrites sont établies par l'exploitant. Elles sont affichées dans le bureau et le local du personnel afin d'être portées à la connaissance des salariés de l'établissement.</p> <p>Les consignes spécifiques aux activités METAUX classées en rubrique 2713 prévoient notamment les mesures de prévention et protection nécessaires à garantir la sécurité lors des opérations de réception et manutention des déchets métalliques gérés par l'installation.</p> <p>Des consignes générales visant l'ensemble de l'établissement sont également établies en vue de prévenir tout accident ou pollution liés aux équipements généraux du site nécessaires à son exploitation.</p>
Art. 13	<p>Gestion déchets réceptionnés</p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>	<p>Les déchets admis sont exclusivement des métaux non dangereux.</p> <p>Le site sera doté sous 6 mois d'un portique de contrôle radiologique positionné en entrée de site afin de contrôler l'absence de déchets radioactifs dans les chargements de véhicules entrants sur site.</p> <p>En cas de contrôle positif, le chargement ne sera pas accepté sur site.</p>
Art. 13 (suite)	<p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; 	<p>L'exploitant recevra uniquement des déchets de métaux non dangereux visés à la rubrique 2713.</p> <p>Au stade commercial préalable à l'arrivée de lots de métaux et déchets métalliques sur site, l'exploitant sollicitera auprès du client la transmission des informations préalables utiles à vérifier que le chargement concerné est bien acceptable au sein de son établissement.</p> <p>En particulier, les informations suivantes seront recherchées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - producteur et origine du déchet ; - nature, composition, apparence du déchet ;

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
	<ul style="list-style-type: none"> - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets [...]</p> <p>c) Essais à réaliser : Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation. Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. [...]</p> <p>d) Dispositions particulières : Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet. Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité. Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets. L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - code déchet ; - volume / tonnage prévisionnel du chargement. <p>NB : exigences des points b) et c) non applicables en l'absence d'épandage réalisé et vu la nature des déchets acceptés sur le site SARL JEANMOUGIN (métaux et alliages non dangereux uniquement)</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 13 (suite)	<p>III. Procédure d'admission</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>	<p>Les déchets sont réceptionnés sur site uniquement aux horaires d'ouverture de l'établissement. Une aire d'attente est aménagée en entrée de site afin de recueillir les informations utiles à l'amont de toute autre opération et notamment de tout déchargement.</p> <p>Sur le site, la procédure de réception et de contrôle est la suivante.</p> <p>L'accueil du client se fait au niveau du bureau en entrée du site.</p> <p>Après accord de l'exploitant selon la nature du chargement indiquée par le transporteur, le véhicule est dirigé vers le portique radiologique, puis en cas de contrôle négatif, vers les installations de pesée (pont bascule PL ou petit volume selon le cas).</p> <p>Les informations suivantes sont collectées par l'opérateur d'accueil :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification du producteur, des éventuels intermédiaires ; - identification de l'origine du déchet - identification de la nature du déchet (code à 6 chiffres) et son contrôle ; - identification du transporteur (acceptation du chauffeur du protocole de sécurité et d'environnement) ; - relevé du poids du chargement. <p>A ce stade une zone de déchargement est désignée au transporteur.</p> <p>Un contrôle visuel est effectué à l'arrivée du chargement par un opérateur avant le déversement sur l'aire de déchargement.</p> <p>Une fois contrôlés et validés, les matériaux sont déchargés, sans dilution ou mélange préalable.</p> <p>Le poids lourd est pesé à vide avant de repartir et les éléments d'acceptation ainsi que les opérations commerciales (bon de commande, règlement...) lui sont transmis.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission et consigne pour chaque chargement de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le chantier de provenance ; - le libellé ainsi que le code à 6 chiffres des déchets ; - la quantité de déchets (en tonnes) ; - le résultat du contrôle radiologique et visuel, avec le cas échéant, le motif de refus d'admission.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 13 (suite)	<p>IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. 	<p>Des aires de réception, tri, et stockage sont définies sur site. Les aires de stockages sont définies par types de métaux et destination ultérieure prévisionnelle. Ces aires sont matérialisées à l'aide de signalétiques horizontales et/ou verticales, permettant à l'exploitant d'évaluer les quantités présentes sur site pour chaque catégorie de métaux. Le stockage sera limité à une hauteur de 3 m pour toutes les aires dédiées aux métaux triés (présence d'habitation à moins de 100 m). La hauteur sera au maximum de 6 m pour les autres aires d'activité METAUX (à plus de 100 m des habitations).</p> <p>La majorité des zones d'entreposage et de manipulation des métaux sont en extérieur, non couvertes. Vu la nature des matériaux acceptés sur site (métaux et déchets de métaux non dangereux), on considère qu'ils ne sont pas susceptibles d'être dégradés du fait de leurs conditions d'entreposage, et qu'ils ne sont pas susceptibles de générer des entraînements significatifs de substances polluantes par les eaux pluviales.</p> <p>La cellule dédiée aux métaux nobles triés assure uniquement une fonction de mise en sécurité des matières les plus rares et chères.</p>
Art. 13 (suite)	<p>V. Opérations de tri des déchets</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.</p> <p>Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.</p> <p>Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p> <p>Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.</p> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.</p>	<p>Les déchets réceptionnés sur site sont triés par types de métaux et destination ultérieure prévisionnelle.</p> <p>Les types spécifiques de déchets visés ci-contre ne seront pas acceptés sur site : déchets d'équipements électriques et électroniques ; équipements contenant des fluides frigorigènes ou mousses isolantes assimilées ; déchets susceptibles de contenir des PCB ; tubes fluorescents et lampes ; éléments contenant du mercure.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Chapitre III : Emissions dans l'eau		
Section I : Collecte et rejet des effluents		
Art. 14	<p>Collecte des effluents Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>	<p>Les réseaux de collecte des effluents sont précisés sur le plan en pièce jointe n° 3. Le secteur d'implantation de la SARL JEANMOUGIN n'est pas desservi par les réseaux publics d'assainissement. Les effluents générés par le site sont : <ul style="list-style-type: none"> - des effluents sanitaires en provenance du bureau et du local salariés, gérés en assainissement autonome conformément au règlement d'assainissement local - des eaux pluviales précipitées sur toitures et aires imperméabilisées ou non L'établissement ne rejettera aucun effluent lié à ses process de gestion des déchets métalliques visés à la rubrique 2713.</p>
Art. 15	<p>Points de prélèvements pour les contrôles Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	<p>En situation projetée : <ul style="list-style-type: none"> - les effluents pluviaux non susceptibles d'être souillés sont collectés en toiture et gérés en infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement local (les eaux précipitées sur aires non revêtues ruissellent et s'infiltrant naturellement dans le sol) ; - les effluents pluviaux susceptibles d'être souillés (précipités sur aire revêtue) sont collectés au moyen d'avaloirs et réseaux enterrés, puis traités par des déboueurs / séparateurs à hydrocarbures avant infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement communal et au PLU (Cf. PJ 3) </p>
Art. 16	<p>Rejet des effluents Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Des regards de visite positionnés entre les déboueurs / séparateurs à hydrocarbures et les dispositifs d'infiltration permettent le prélèvement d'eaux pluviales pour analyses le cas échéant. Les déboueurs / séparateurs à hydrocarbures sont dotés de dispositifs d'obturation automatique ainsi que d'alarmes seuils haut et bas. Ils sont vérifiés et entretenus périodiquement par l'exploitant selon préconisations du fournisseur. Les opérations d'entretien sont archivées et les justificatifs d'évacuation des déchets sont conservés Le nouveau séparateur déshuileur à nids d'abeille sera implanté (St Dizier environnement)</p>
Section II : Valeurs limites d'émission		

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN																																																
Art. 17	VLE pour rejet dans le milieu naturel Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.	<p>Les dispositifs de traitement des eaux pluviales du site répondent aux normes applicables et sont réputés assurer un niveau d'abattement en polluants (matières en suspension / hydrocarbures) conforme aux valeurs limite prévues par le présent arrêté.</p> <p>Des mesures sur effluents pluviaux du site ont été réalisées en 2021 (campagne juin 2021 sur rapport Apave n°2174026 / campagne novembre 2021 sur rapport Apave n°2188698) avec analyse des paramètres ci-contre.</p> <p>Tous les résultats obtenus sont conformes aux VL ci-contre.</p> <p>Les rapports de mesures sont disponibles auprès de l'exploitant sur simple demande.</p>																																																
	<table><tr><td colspan="2">1 - MEST / DCO</td></tr><tr><td colspan="2">Matières en suspension totales</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">DCO (sur effluent non décanté)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">2 - Substances spécifiques du secteur d'activité</td></tr><tr><td>Arsenic et ses composés (en As)</td><td>25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j</td></tr><tr><td>Cadmium et ses composés</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)</td><td>0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)</td></tr><tr><td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td><td>0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j</td></tr><tr><td>Mercure et ses composés (en Hg)</td><td>25 µg/l</td></tr><tr><td>Nickel et ses composés</td><td>0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j</td></tr><tr><td>Plomb et ses composés (en Pb)</td><td>0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j</td></tr><tr><td>Zinc et ses composés (en Zn)</td><td>0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j</td></tr><tr><td>Fluor et composés (en F) (dont fluorures)</td><td>15 mg/l</td></tr><tr><td>Indice phénols</td><td>0,3 mg/l</td></tr><tr><td>Cyanures libres</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</td><td rowspan="3">25 µg/l (somme des 5 composés visés)</td></tr><tr><td>Benzo(a)pyrène</td></tr><tr><td>Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène</td></tr><tr><td>Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène</td><td></td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)</td><td>1 mg/l</td></tr></table>		1 - MEST / DCO		Matières en suspension totales		flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)		flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l	2 - Substances spécifiques du secteur d'activité		Arsenic et ses composés (en As)	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j	Cadmium et ses composés	25 µg/l	Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)	Cuivre et ses composés (en Cu)	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	Mercure et ses composés (en Hg)	25 µg/l	Nickel et ses composés	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	Plomb et ses composés (en Pb)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	Zinc et ses composés (en Zn)	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j	Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	15 mg/l	Indice phénols	0,3 mg/l	Cyanures libres	0,1 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	Benzo(a)pyrène	Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène		Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1 mg/l
	1 - MEST / DCO																																																	
	Matières en suspension totales																																																	
	flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j		100 mg/l																																															
	flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j		35 mg/l																																															
	DCO (sur effluent non décanté)																																																	
	flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j		300 mg/l																																															
	flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j		125 mg/l																																															
	2 - Substances spécifiques du secteur d'activité																																																	
	Arsenic et ses composés (en As)		25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j																																															
	Cadmium et ses composés		25 µg/l																																															
	Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)		0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)																																															
	Cuivre et ses composés (en Cu)		0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j																																															
	Mercure et ses composés (en Hg)		25 µg/l																																															
	Nickel et ses composés		0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j																																															
	Plomb et ses composés (en Pb)		0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j																																															
	Zinc et ses composés (en Zn)		0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j																																															
	Fluor et composés (en F) (dont fluorures)		15 mg/l																																															
	Indice phénols		0,3 mg/l																																															
	Cyanures libres		0,1 mg/l																																															
	Hydrocarbures totaux		10 mg/l																																															
	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		25 µg/l (somme des 5 composés visés)																																															
Benzo(a)pyrène																																																		
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène																																																		
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène																																																		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1 mg/l																																																	

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 18	<p>Raccordement à une station d'épuration</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. [...]</p>	<p>Secteur d'implantation de l'établissement SARL JEANMOUGIN non desservi par les réseaux publics d'assainissement. Le site n'est donc pas raccordé à une station d'épuration</p> <p>Les activités METAUX classées en rubriques 2713 ne génèrent pas d'effluents hors eaux pluviales précipitées sur les aires dédiées à ces activités.</p> <p>En situation projetées, les surfaces concernées étant revêtues, ces eaux sont collectées et traitées par les débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures en série puis seront tamponnées dans un bac d'orage de 80 m³ avant rejet au milieu naturel par infiltration.</p> <p>Pour les autres surfaces non revêtues, les eaux pluviales ruissellent et s'infiltrant naturellement dans le sol.</p>
Art. 19	<p>Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	<p>Des mesures sur effluents pluviaux du site ont été réalisées en 2021 (campagne juin 2021 sur rapport Apave n°2174026 / campagne novembre 2021 sur rapport Apave n°2188698) avec analyse des paramètres définis à l'art. 17.</p> <p>Les conditions de prélèvements et mesurages sont conformes aux règles de l'art et notamment référentiel normatif FD T 90-523-2 « Qualité de l'eau – Guide de prélèvement pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement – Partie 2 : Prélèvement d'eau résiduaire ».</p> <p>L'échantillonnage a été réalisé en sortie de séparateur à hydrocarbures à l'occasion d'un épisode pluvieux, par prélèvement continu d'une demi-heure en juin 2021 et prélèvement instantané en novembre 2021.</p>
Art. 20	<p>Mesures périodiques</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>	<p>Les prélèvements, mesures et analyses sur effluents pluviaux du site seront renouvelés annuellement.</p>
Art. 21	<p>Epandage [...]</p>	<p>Il n'est pas réalisé d'épandage dans le cadre des activités de la SARL JEANMOUGIN</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Chapitre IV : Emissions dans l'air		
Art. 22	<p>Risques d'envols et poussières</p> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction. 	<p>Les zones non revêtues du site disposent d'un sol en concassé stabilisé dont le compactage ne favorise pas l'envol de poussières. Le niveau de circulation attendu sur ces zones et les vitesses de circulation (au pas) sont faibles. En conséquence, le risque d'envol significatif de poussières n'est pas retenu.</p> <p>Les matières présentes sur site issues de l'activité METAUX ne sont pas susceptibles de s'envoler du fait de leur poids.</p> <p>Toute autre matière susceptible de s'envoler (papier, cartons, tissus, plastiques légers issus du tri des chargements de métaux à leur arrivée sur site) sont stockés dans des conditionnements fermés les abritant du vent et rendant donc leur envol impossible.</p> <p>L'exploitant assure régulièrement un contrôle de l'état de propreté de la voie publique en entrée de son site. En cas de salissures significatives, il en assure le nettoyage (dispositif de balayage sur le chariot)</p>
Art. 23	<p>Odeurs</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p> <p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.</p>	<p>Absence de source potentielle significative d'odeur du fait de l'activité.</p>
Art. 24	Fluides frigorigènes rubrique n° 2711 [...]	Etablissement concerné par la rubrique 2713 uniquement

Chapitre V : Bruit

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2713)	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 25	<p>I. Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>(Tableaux non repris ici)</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Appareils de communication</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Des bruits sont susceptibles d'être engendrés par l'activité du site lorsqu'il est en fonctionnement.</p> <p>Les principales sources de bruits liées à l'activité METAUX sont associées au déplacement des engins de transport et manutention, à la manutention des métaux, ainsi qu'aux opérations de cisailage et compactage (fonctionnement de la presse-cisaille à moteur thermique).</p> <p>Les mesures de bruit réalisées sur site le 28/05/2021 (rapport Apave n°2174040) sont conformes aux seuils de l'arrêté du 23 janvier 1997. (Cf. examen de conformité activité VHU pour davantage d'informations).</p> <p>En fonctionnement normal de l'installation, il n'est pas fait usage d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.)</p>
Chapitre VI : Déchets générés par l'installation		
Art. 26	<p>Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. 	<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer une bonne gestion des déchets de son installation. Il s'assure notamment de limiter la quantité de déchets générée par l'activité du site, de les trier à la source, et les recycler autant que possible.</p> <p>Compte tenu des procédures d'admission appliquées par l'établissement, seules des quantités limitées de déchets non dangereux non métalliques seront issues du tri réalisé à réception des chargements acceptés sur site. Ces déchets seront rassemblés dans une benne régulièrement évacuée par un prestataire autorisé.</p>
Chapitre VII : Exécution		
Art. 27	Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2018.	Sans objet
Art. 28	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française. [...]	Sans objet

ACTIVITE COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX - RUBRIQUE 2710-2 DE LA NOMENCLATURE DES ICPE

Examen réalisé sur la base du texte suivant : Arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 1	« Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets). [...] »	Néant	Sans objet
Chapitre Ier : Dispositions générales			
Art. 2	Conformité de l'installation. [...]	Néant	Sans objet
Art. 3	<p>Dossier Installation classée.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier ; - le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le registre des déclarations d'accidents ou d'incidents ; - le registre d'état des stocks et le plan de stockage annexé ; - le plan de localisation des risques induits par l'installation ; - les fiches de données de sécurité des produits présents ; - le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ; - les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ; - les consignes d'exploitation ; - le registre de sortie des déchets ; - le plan des réseaux de collecte des effluents. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des ICPE.</p>	Dossier installation classée	<p>L'établissement n'étant pas une ICPE existante à la date du présent document, il ne dispose pas à ce jour d'un tel dossier.</p> <p>Celui-ci sera constitué et complété suite à la présente demande d'enregistrement.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 4	Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle. [...]	Néant	Sans objet
Art. 5	Implantation. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Plan de masse du site	Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3. L'installation n'est pas située en dessous ou au dessus d'autres locaux.
Art. 6	Envol des poussières. [...]	Néant	Sans objet
Art. 7	Intégration dans le paysage. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			
Art. 8	Surveillance de l'installation. L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.	Nom de la personne responsable de la surveillance de l'installation	La personne responsable de la surveillance de l'installation est : M. Hervé JEANMOUGIN (cogérant SARL JEANMOUGIN).
Art. 9	Propreté de l'installation. [...]	Néant	Sans objet
Art. 10	Localisation des risques. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.	Plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de risque	Un plan identifiant les zones à risque de l'établissement a été présenté ci-avant. Les zones à risque retenues sur le périmètre de l'activité METAUX conjointement classée sous les rubriques 2710-2 e 2713 de la nomenclature des ICPE sont l'aire de découpe des grosses pièces métalliques au moyen d'un chalumeau oxygène / propane, et le parc de stockage d'oxygène associé. Ces zones sont concernées par le risque INCENDIE. Il n'est pas recensé de zones à risque ATMOSPHERES EXPLOSIBLES ou EMANATIONS TOXIQUES sur le périmètre de l'activité METAUX.
Art. 11	Etat des stocks de produits dangereux - Etiquetage [...]	Néant	Sans objet
Art. 12	Caractéristique des sols [...]	Néant	Sans objet

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Section II : Comportement au feu des locaux			
Art. 13	<p>Réaction au feu.</p> <p>Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) :</p> <p>- matériaux A2 s2 d0.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Plan détaillé des locaux et bâtiments et description des dispositions constructives de résistance au feu et de désenfumage avec note justifiant les choix</p>	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>En situation projetée, le seul local avec entreposage de déchets visés à la rubrique 2710-2 est dédié spécifiquement aux métaux nobles (déchets incombustibles, usage exclusif de stockage, pas d'autre activité dans le local).</p> <p>Le bâtiment accueillant ce local est en structure métallique et bardage / toiture en bacs acier. Le sol est en béton. Tous les matériaux sont incombustibles ou à minima non inflammables, répondant à la définition A2 s2 d0.</p> <p>Le local « métaux nobles » sera équipé d'ouvertures permanentes en partie haute afin d'en assurer un désenfumage naturel en cas de nécessité (surface utile 2% minimum de la superficie du local).</p> <p>En l'absence de risque incendie retenu pour ce local, il n'est pas prévu de dispositions particulières en matière de résistance au feu ou désenfumage.</p> <p>NB : le local « métaux nobles » sera séparé du local voisin à usage d'atelier VHU par un mur de résistance au feu REI120 (coupe-feu 2h) en raison des risques retenus pour cet atelier.</p>
Art. 14	Désenfumage. [...]	Néant	Sans objet
Section III : Dispositions de sécurité			
Art. 15	Clôture de l'installation. [...]	Néant	Sans objet
Art. 16	<p>Accessibilité.</p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>	<p>Plan mentionnant les voies d'accès</p>	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>L'accès des secours se fait par l'entrée unique du site depuis le Chemin de la Prusse, équipée d'un portail de largeur 6 m minimum.</p> <p>Des aires de stationnement clients / salariés / matériels d'exploitation sont aménagés sur site de manière à ne pas occasionner de gêne pour l'accessibilité des services de secours.</p> <p>Le local « métaux nobles » et les aires de réception / entreposage des déchets sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Le site ne disposera pas de plate-forme surélevée de déchargement des véhicules.</p> <p>Les voies sont suffisamment larges pour la manœuvre des véhicules attendus.</p>
Art. 17	Ventilation des locaux. [...]	Néant	Sans objet

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 18	<p>Matériels utilisables en atmosphères explosives.</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p> <p>Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenues à la disposition des services d'inspection.</p>	<p>Justificatif de conformité au décret du 19 novembre 1996</p>	<p>Un plan identifiant les zones à risque de l'établissement a été présenté ci-avant.</p> <p>Les zones à risque retenues sur le périmètre de l'activité visée à la rubrique 2710-2 sont exclusivement l'aire de découpe au chalumeau et le parc à oxygène associé, concernées par le risque INCENDIE.</p> <p>Aucun équipement électrique, mécanique, hydraulique ou pneumatique n'y est présent, et ces zones sont en extérieur (pas de matériaux d'éclairage naturel).</p> <p>Le point ci-contre est donc sans objet.</p>
Art. 19	Installations électriques. [...]	Néant	Sans objet
Art. 20	<p>Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement.</p> <p>Note de dimensionnement lorsque la détection est assurée par un système d'extinction automatique.</p>	<p>En situation projetée, le seul local avec entreposage de déchets visés à la rubrique 2710-2 est dédié spécifiquement aux métaux nobles (déchets incombustibles, usage exclusif de stockage, pas d'autre activité dans le local). Le risque incendie n'y est pas retenu.</p> <p>Le point ci-contre est donc sans objet.</p> <p>Néanmoins, l'ensemble du bâtiment projeté (atelier VHU + dépôt métaux nobles) sera équipé d'un système de détection des fumées (dimensionnement et installation réalisée par un prestataire spécialisé). Il n'y est pas prévu de système d'extinction automatique d'incendie.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 21	<p>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins 2h et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p style="text-align: center;">Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux, et réserves éventuelles avec note justifiant les différents choix</p>	<p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, à minima de type téléphone au niveau du bureau de l'établissement.</p> <p>Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours sont à disposition sur site.</p> <p>Un seul poteau incendie communal est présent aux abords du site (Cf. implantation en PJ 3). Il est localisé coté Est du site, en bordure du Chemin de la Prusse. D'après les informations fournies par la commune, ce poteau (identifié n°37) en DN100 assure un débit supérieur à 80 m³/h sous 1 bar de pression.</p> <p>En situation projetée, ce poteau incendie est implanté à plus de 100 m d'une partie des limites de l'installation. En conséquence, une bache souple aérienne de 120m³ sera implantée sur site à côté de l'aire de retournement des engins de secours.</p> <p>Cette réserve d'eau incendie sera à une distance maximale de 120 m de toutes les aires dédiées à l'activité visée à la rubrique 2710-2.</p> <p>Des extincteurs sont répartis sur site en zones intérieures et extérieures de manière adaptée aux risques incendie identifiés. L'implantation, l'installation et l'entretien de ces équipements est assurée par une société spécialisée. Les agents d'extinction sont adaptés aux risques à combattre et au positionnement des équipements en extérieur le cas échéant.</p> <p>Un plan du site localisant les moyens de lutte contre l'incendie et identifiant les zones de dangers a été présenté précédemment.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 22	Plans des locaux et schéma des réseaux. L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.	Plan des locaux et plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours tenus à jour	Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours sont à disposition sur site. Un plan du site localisant les moyens de lutte contre l'incendie et identifiant les zones de dangers a été présenté précédemment.
Section IV : Exploitation			
Art. 23	Travaux. [...]	Néant	Sans objet
Art. 24	Consignes d'exploitation. [...]	Néant	Sans objet
Art. 25	Vérification périodique et maintenance des équipements. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.	/	Les vérifications périodiques et la maintenance des équipements du site sont effectuées conformément aux référentiels en vigueur par des prestataires compétents désignés par l'exploitant. Ces vérifications périodiques concernent les extincteurs, le système de détection de fumées, la réserve d'eau incendie sur site. NB : la vérification du poteau incendie du réseau public présent en bordure Est du site est assurée périodiquement par la commune, qui en transmet les résultats à l'exploitant.
Art. 26	Formation. L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée. L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : - les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ; - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets et les filières de gestion des déchets ; - les moyens de protection et de prévention ;	Plan de formation justifié	Le personnel désigné pour la réception des déchets apportés par leur producteur initial sera formé. Vu les conditions d'exploitation du site et les déchets admis, le contenu de formation sera à minima le suivant : - les différents risques rencontrés sur l'installation ; - les consignes de sécurité du site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets admis et moyens de contrôle à la réception ; - les moyens de protection et de prévention ; - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - les formalités administratives. La formation sera assurée en interne par une personne expérimentée. Une traçabilité des formations dispensées sera assurée.

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
	<p>- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;</p> <p>- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.</p> <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>		
Art. 27	Prévention des chutes et collisions. [...]	Néant	Sans objet
Art. 28	<p>Zone de dépôt pour le réemploi. [...]</p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p>	Plan masse du site	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>Il n'est pas prévu de zone de dépôt pour le réemploi.</p> <p>Le point ci-contre est sans-objet.</p>
Section V : Stockages			
Art. 29	<p>Stockage rétention.</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</p>	Plan du local de stockage	<p>Plan du site en situation future (projet) fourni en PJ 3.</p> <p>Un plan du site localisant les moyens de lutte contre l'incendie et identifiant les zones de dangers a été présenté précédemment.</p> <p>Il n'existera pas de stockage de produits dangereux ou polluants associés à l'activité de collecte de déchets apportés par leur producteur initial.</p> <p>Seuls des déchets métalliques seront acceptés sur site dans le cadre de l'activité de collecte de déchets apportés par leur producteur initial visée à la rubrique 2710-2.</p> <p>Les éventuels stockages de fluides dangereux ou polluants utiles à l'exploitation de l'établissement seront en quantités limitées au plus juste des besoins, et disposés sur rétentions étanches de capacité adaptée au volume des contenants supportés.</p> <p>Les différents types de fluides sont stockés dans des contenants distincts munis de rétentions séparées lorsque leurs caractéristiques présentent des incompatibilités.</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
	<p>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <p>[...] (Valeurs limite non reprises ici)</p>		<p>En situation projetée, un dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie est prévu. Cf. PJ 3.</p> <p>Le dispositif envisagé correspond à 2 cuves enterrées étanches de capacité de 80 m³ chacune (total 160 m³) permettant de collecter gravitairement les eaux d'extinction d'incendie via le réseau d'assainissement pluvial projeté sur site. La capacité globale sera augmentée de la capacité du réseau (environ 2 m³) à laquelle s'ajoute la montée des eaux sur les surfaces imperméabilisées et en point de diamant (environ 20 m³) pour un total de 182 m³.</p> <p>Des vannes de sectionnement judicieusement positionnées sur le réseau pluvial du site permettront, en cas de sinistre, d'isoler la zone concernée du milieu extérieur (alternativement secteur Est accueillant les activités VHU majoritairement, ou secteur Ouest accueillant les activités METAUX), et confiner les eaux d'extinction d'incendie sur site.</p> <p>Ainsi, les 2 cuves seront toujours vides car reliées uniquement au réseau incendie des vannes de sectionnement/</p> <p>Le volume requis en rétention des eaux d'extinction incendie (180m³) a été déterminé selon formulaires D9 / D9A sur la base du scénario majorant correspondant à un incendie concernant les aires dédiées aux activités VHU (Cf. examen de conformité relative à la rubrique 2712-1 pour davantage d'informations).</p>

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Chapitre III : La ressource en eau			
Section I : Prélèvements, consommation d'eau et collecte des effluents			
Art. 30	Prélèvement d'eau, forages. [...]	Néant	Sans objet
Art. 31	<p>Collecte des effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	Plan des réseaux de collecte des effluents	<p>Les réseaux de collecte des effluents sont précisés en pièce jointe n° 3.</p> <p>Le secteur d'implantation de la SARL JEANMOUGIN n'est pas desservi par les réseaux publics d'assainissement.</p> <p>Les effluents générés par le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des effluents sanitaires en provenance du bureau et du local salariés, gérés en assainissement autonome conformément au règlement d'assainissement local - des eaux pluviales précipitées sur toitures et aires imperméabilisés ou non <p>L'établissement ne rejettera aucun effluent lié à ses process de gestion des déchets visés à la rubrique 2710-2.</p> <p>En situation projetée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les effluents pluviaux non susceptibles d'être souillés sont collectés en toiture et gérés en infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement local (les eaux précipitées sur aires non revêtues ruissellent et s'infiltrent naturellement dans le sol) ; - les effluents pluviaux susceptibles d'être souillés (précipités sur aire revêtues) sont collectés au moyen d'avaloirs et réseaux enterrés, puis traités par les 3 débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures en série, tamponnés dans un bac d'orage de 80 m³ avant infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement communal (Cf. PJ 3). Le nouveau séparateur disposera d'un système lamellaire nids d'abeille (St Dizier Environnement). <p>Des regards de visite positionnés entre les débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures et les dispositifs d'infiltration permettent le prélèvement d'eaux pluviales pour analyses le cas échéant.</p> <p>Les débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures sont dotés de dispositifs d'obturation automatique ainsi que d'alarmes seuils haut et bas. Ils sont vérifiés et entretenus périodiquement par l'exploitant selon préconisations du fournisseur. Les opérations d'entretien sont archivées et les justificatifs d'évacuation des déchets sont conservés</p>
Art. 32	Collecte des eaux pluviales. [...]	Néant	Sans objet
Section II : Rejets			

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 33	Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité. [...]	Néant	Sans objet
Art. 34	Mesure des volumes rejetés et points de rejet. [...]	Néant	Sans objet
Art. 35	Valeurs limites de rejet. [...]	Néant	Sans objet
Art. 36	Interdiction des rejets dans une nappe. [...]	Néant	Sans objet
Art. 37	Prévention des pollutions accidentelles. [...]	Néant	Sans objet
Art. 38	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée. [...]	Néant	Sans objet
Art. 39	Epandage. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre IV : Emissions dans l'air			
Art. 40	<p>Prévention des nuisances odorantes.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.</p>	Dispositions mises en œuvre pour limiter les odeurs	Absence de source potentielle significative d'odeur du fait de l'activité.
Chapitre V : Bruit et vibration			

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 41	<p>I. — Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [non repris]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>		
Art. 41 (suite)	<p>II. — Véhicules. — Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. — Vibrations.</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe.</p> <p>IV. — Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	<p>Descriptions des modalités de surveillance des émissions sonores</p>	<p>Des bruits sont susceptibles d'être engendrés par l'activité du site lorsqu'il est en fonctionnement.</p> <p>Les principales sources de bruits liées à l'activité METAUX sont associées au déplacement des engins de transport et manutention, à la manutention des métaux, ainsi qu'aux opérations de cisailage et compactage (fonctionnement de la presse-cisaille à moteur thermique).</p> <p>En fonctionnement normal de l'installation, il n'est pas fait usage d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.)</p> <p>Les mesures de bruit réalisées sur site le 28/05/2021 (rapport Apave n°2174040) sont conformes aux seuils de l'arrêté du 23 janvier 1997 (Cf. examen de conformité activité VHU pour davantage d'informations).</p> <p>Ces mesures seront renouvelées périodiquement (tous les 6 ans) aux 4 points de référence ayant fait l'objet des mesures initiales.</p>
Chapitre VI : Déchets			

N° Art.	Articles / Exigences (Rubrique 2710-2)	Justificatif à apporter	Etablissement SARL JEANMOUGIN
Art. 42	Admission des déchets. [...]	Néant	Sans objet
Art. 43	Déchets sortants. [...]	Néant	Sans objet
Art. 44	Déchets produits par l'installation. [...]	Néant	Sans objet
Art. 45	Brûlage. [...]	Néant	Sans objet
Art. 46	Transport. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre VII : Surveillance des émissions			
Art. 47	Contrôle par l'inspection des installations classées. [...]	Néant	Sans objet
Chapitre VIII : Exécution			
Art. 48	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté [...].	Néant	Sans objet

PIECE JOINTE N° 7

Sollicitation d'aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :

OUI ☒

NON ☐

En cas de réponse affirmative, ci-joint document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].

Dans le cas contraire, aucun document n'est joint.

Dans le cadre de la présente demande d'enregistrement, et vis-à-vis de la configuration projetée de son établissement après réaménagement (Cf. PJ 3), la SARL JEANMOUGIN sollicite des aménagements aux prescriptions générales définies :

- dans l'arrêté ministériel du 26/11/2012 applicable aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE (VHU) ;
- dans l'arrêté ministériel du 26/03/2012 applicable aux installations relevant de la rubrique 2710-2 de la nomenclature (collecte de déchets non dangereux).

Ces demandes sont détaillées ci-après.

Aménagements sollicités vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 applicable aux ICPE soumises à enregistrement sous la rubrique 2712-1 de la nomenclature		
N° Art.	Exigence concernée par la demande d'aménagements	Nature, importance et justification des aménagements demandés par la SARL JEANMOUGIN
Art. 5	<p>Implantation</p> <p>Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation.</p>	<p>Une habitation occupée par un tiers (terrain également à usage d'activité dans le domaine des travaux publics / VRD / bâtiment) est présente coté Nord à moins de 100 m des aires dédiées à l'activité VHU en situation future (NB : les bâtiments coté Ouest du site, en ruine et à l'abandon ne sont pas pris en compte en tant qu'habitation - secteur classé en zone N du PLU modifié).</p> <p>La configuration géométrique du site SARL JEANMOUGIN et ses contraintes d'exploitation ne permettent pas de respecter la distance d'éloignement de 100 m vis-à-vis de l'habitation (et zone destinée à cet usage définie dans le PLU de Mathay) identifiée ci-dessus.</p> <p>La configuration projetée du site (Cf. PJ 3) met les aires dédiées à l'activité VHU aux distances suivantes de l'habitation ci-dessus : 40 m de l'aire de réception des VHU ; 20 m de l'atelier de démontage / dépollution des VHU ; 35 m du dépôt en bennes de pièces souillées ; 45 m du dépôt de pièces non souillées ; 60 m du dépôt des VHU dépollués compactés.</p> <p>Afin d'isoler au maximum l'habitation voisine des aires d'activité VHU du site, l'exploitant projette la construction en limite séparative concernée, d'un mur en blocs-béton dont les caractéristiques géométriques (hauteur 3,2 m) et de résistance au feu (coupe-feu 2h) permettront de limiter les nuisances sonores et éviter les dangers susceptibles d'être induits par les activités VHU du site sur cette habitation.</p> <p>Les zones à risque identifiées pour les activités VHU sont localisées sur figure en fin de PJ 6. Le mur en blocs béton sur limite séparative permet notamment de protéger l'habitation du risque incendie associé à l'atelier VHU et stockages de fluides et déchets inflammables ou combustibles associés. Les stockages de pièces combustibles retirées des VHU (pneumatiques, pièces en matières plastiques) sont éloignées autant que possible de l'habitation. Il n'est pas retenu de risque spécifique incendie pour les autres usages VHU présents en limite de site à proximité de l'habitation concernée (entrepotage pièces souillées en bennes étanches fermées).</p> <p>Considérant ce qui précède, ainsi que l'usage effectif actuel des terrains visés (habitation voisine avec usage d'activités dans le domaine des travaux publics / VRD / bâtiment) il n'est pas identifié de risques ou nuisances significatives liées à l'activité VHU du site susceptibles d'affecter l'habitation et les zones dédiées à cet usage identifiées dans un rayon de moins de 100 m de l'installation.</p> <p>En conséquence, la SARL JEANMOUGIN sollicite une dérogation aux exigences ci-contre, permettant de réduire à 20 m la distance d'éloignement de ses installations aux habitations existantes occupées par des tiers aux abords du site.</p>

Aménagements sollicités vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 applicable aux ICPE soumises à enregistrement sous la rubrique 2712-1 de la nomenclature		
N° Art.	Exigence concernée par la demande d'aménagements	Nature, importance et justification des aménagements demandés par la SARL JEANMOUGIN
Art. 12	<p>Désenfumage</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande).</p>	<p>Le bâtiment d'activité dédié aux activités VHU (atelier de démontage / dépollution et stockages fluides / déchets associés) envisagé par la SARL JEANMOUGIN en situation future sera équipé d'ouvertures permanentes en partie haute de ses façades afin d'en assurer un désenfumage naturel en cas de nécessité.</p> <p>Ces ouvertures seront d'une surface totale de l'ordre de 8 m² (hauteur 40 cm sur 20 m linéaires, ou équivalent, sur les façades du bâtiment), représentant 2 % minimum de la surface totale au sol du bâtiment. Les entrées d'air seront assurées en cas de besoin par ouverture des portes d'accès du bâtiment, représentant une surface équivalente d'au moins 8 m² réparties sur ses façades.</p> <p>Une telle configuration offre un niveau de performance en désenfumage au moins équivalent aux prescriptions générales applicables.</p> <p>En conséquence, la SARL JEANMOUGIN sollicite une dérogation aux exigences ci-contre, permettant la mise en place d'ouvertures permanentes dédiées aux fonctions de désenfumage, et par conséquent non dotées de commandes automatiques ou manuelles.</p>

Aménagements sollicités vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 applicable aux ICPE soumises à enregistrement sous la rubrique 2712-1 de la nomenclature		
N° Art.	Exigence concernée par la demande d'aménagements	Nature, importance et justification des aménagements demandés par la SARL JEANMOUGIN
Art. 30	Eaux souterraines Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	<p>Le secteur d'implantation de la SARL JEANMOUGIN n'est pas desservi par les réseaux publics d'assainissement (Cf. PJ 3).</p> <p>En l'absence de tels réseaux et de tout autre milieu récepteur superficiel sur le secteur d'implantation de l'établissement (cours d'eau, plan d'eau, fossé de drainage), et considérant le règlement d'assainissement annexé au PLU communal de Mathay, une gestion « à la parcelle » de l'ensemble des effluents générés sur site a été retenu par l'exploitant.</p> <p>On rappelle que les effluents générés par le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des effluents sanitaires en provenance du bureau et du local salariés ; - des eaux pluviales précipitées sur toitures, aires imperméabilisées non couvertes et aires non imperméabilisées. <p>L'établissement ne rejettera aucun effluent lié à ses process de gestion, démontage, dépollution de VHU.</p> <p>En situation projetée, l'exploitant envisage la gestion de ses effluents dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les effluents sanitaires sont gérés en assainissement autonome conformément au règlement d'assainissement communal ; - les effluents pluviaux non susceptibles d'être souillés sont collectés en toiture et gérés en infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement local, et les eaux précipitées sur aires non revêtues ruissellent et s'infiltrent naturellement dans le sol (toutes les aires dédiées aux activités VHU sur site sont revêtues ou couvertes) ; - les effluents pluviaux susceptibles d'être souillés (précipités sur aire revêtue) sont collectés au moyen d'avaloirs et réseaux enterrés, puis traités par les 3 débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures en série, tamponnés dans un bac d'orage de 80 m³ avant infiltration sur site côté Sud-Ouest conformément au règlement d'assainissement communal. <p>Les dispositifs de traitement des eaux pluviales du site répondent aux normes applicables et sont réputés assurer un niveau d'abattement en polluants (matières en suspension / hydrocarbures) conforme aux valeurs limite prévues par le présent arrêté. Ils sont dotés d'obturateurs automatiques et d'alarmes de niveau haut et bas.</p> <p>Des vannes de sectionnement judicieusement positionnées sur le réseau pluvial du site permettent, en cas de sinistre, d'isoler la zone concernée du milieu extérieur, et confiner les écoulements et eaux d'extinction d'incendie sur site (Cf. détails en PJ 3).</p> <p>Les dispositifs de traitement, vannes de sectionnement, et ouvrages d'infiltration sont réalisés conformément aux normes en vigueur, et l'exploitant dispose de tous les éléments justificatifs de leur dimensionnement et mise en œuvre. Ils sont vérifiés et entretenus périodiquement par l'exploitant conformément aux recommandations des fournisseurs / installateurs.</p> <p>Les dispositions ci-dessus permettent d'atteindre un résultat environnemental au moins équivalent aux prescriptions générales applicables en matière de gestion des effluents et eaux pluviales.</p> <p>En conséquence, la SARL JEANMOUGIN sollicite une dérogation aux exigences ci-contre, permettant une gestion de ses effluents traitement (déshuileurs), bac tampon (cuve de 80 m³) puis par infiltration sur et dans les sols (indirectement vers les eaux souterraines).</p>
Art. 37	Les rejets directs dans les sols sont interdits	<p>Les dispositifs de traitement des eaux pluviales du site répondent aux normes applicables et sont réputés assurer un niveau d'abattement en polluants (matières en suspension / hydrocarbures) conforme aux valeurs limite prévues par le présent arrêté. Ils sont dotés d'obturateurs automatiques et d'alarmes de niveau haut et bas.</p> <p>Des vannes de sectionnement judicieusement positionnées sur le réseau pluvial du site permettent, en cas de sinistre, d'isoler la zone concernée du milieu extérieur, et confiner les écoulements et eaux d'extinction d'incendie sur site (Cf. détails en PJ 3).</p> <p>Les dispositifs de traitement, vannes de sectionnement, et ouvrages d'infiltration sont réalisés conformément aux normes en vigueur, et l'exploitant dispose de tous les éléments justificatifs de leur dimensionnement et mise en œuvre. Ils sont vérifiés et entretenus périodiquement par l'exploitant conformément aux recommandations des fournisseurs / installateurs.</p> <p>Les dispositions ci-dessus permettent d'atteindre un résultat environnemental au moins équivalent aux prescriptions générales applicables en matière de gestion des effluents et eaux pluviales.</p> <p>En conséquence, la SARL JEANMOUGIN sollicite une dérogation aux exigences ci-contre, permettant une gestion de ses effluents traitement (déshuileurs), bac tampon (cuve de 80 m³) puis par infiltration sur et dans les sols (indirectement vers les eaux souterraines).</p>

Aménagements sollicités vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 applicable aux ICPE soumises à enregistrement sous la rubrique 2710-2 de la nomenclature		
N° Art.	Exigence concernée par la demande d'aménagements	Nature, importance et justification des aménagements demandés par la SARL JEANMOUGIN
Art. 36	Interdiction des rejets dans une nappe. Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaire vers les eaux souterraines est interdit.	<p>Le secteur d'implantation de la SARL JEANMOUGIN n'est pas desservi par les réseaux publics d'assainissement (Cf. PJ 3). En l'absence de tels réseaux et de tout autre milieu récepteur superficiel sur le secteur d'implantation de l'établissement (cours d'eau, plan d'eau, fossé de drainage), et considérant le règlement d'assainissement annexé au PLU communal de Mathay, une gestion « à la parcelle » de l'ensemble des effluents générés sur site a été retenu par l'exploitant.</p> <p>On rappelle que les effluents générés par le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des effluents sanitaires en provenance du bureau et du local salariés ; - des eaux pluviales précipitées sur toitures, aires imperméabilisées non couvertes et aires non imperméabilisées. <p>L'établissement ne rejettera aucun effluent lié à ses process de gestion des déchets visés à la rubrique 2710-2.</p> <p>En situation projetée, l'exploitant envisage la gestion de ses effluents dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les effluents sanitaires sont gérés en assainissement autonome conformément au règlement d'assainissement communal ; - les effluents pluviaux non susceptibles d'être souillés sont collectés en toiture et gérés en infiltration sur site conformément au règlement d'assainissement local, et les eaux précipitées sur aires non revêtues ruissellent et s'infiltrent naturellement dans le sol ; - les effluents pluviaux susceptibles d'être souillés (précipités sur aire revêtues) sont collectés au moyen d'avaloirs et réseaux enterrés, puis traités par les 3 déboueurs / séparateurs à hydrocarbures en série, tamponnés dans un bac d'orage de 80 m³ avant infiltration sur site côté Sud-Ouest conformément au règlement d'assainissement communal. <p>Les dispositifs de traitement des eaux pluviales du site répondent aux normes applicables et sont réputés assurer un niveau d'abattement en polluants (matières en suspension / hydrocarbures) conforme aux valeurs limite prévues par le présent arrêté. Ils sont dotés d'obturateurs automatiques et d'alarmes de niveau haut et bas.</p> <p>Des vannes de sectionnement judicieusement positionnées sur le réseau pluvial du site permettent, en cas de sinistre, d'isoler la zone concernée du milieu extérieur, et confiner les écoulements et eaux d'extinction d'incendie sur site (Cf. détails en PJ 3).</p> <p>Les dispositifs de traitement, vannes de sectionnement, et ouvrages d'infiltration sont réalisés conformément aux normes en vigueur, et l'exploitant dispose de tous les éléments justificatifs de leur dimensionnement et mise en œuvre. Ils sont vérifiés et entretenus périodiquement par l'exploitant conformément aux recommandations des fournisseurs / installateurs.</p> <p>Les dispositions ci-dessus permettent d'atteindre un résultat environnemental au moins équivalent aux prescriptions générales applicables en matière de gestion des effluents et eaux pluviales.</p> <p>En conséquence, la SARL JEANMOUGIN sollicite une dérogation à l'exigence ci-contre, permettant une gestion de ses effluents traitement (déshuileurs), bac tampon (cuve de 80 m³) puis par infiltration sur et dans les sols (indirectement vers les eaux souterraines).</p>

PIECE JOINTE N° 8

Le projet se situe sur un site nouveau et le demandeur n'est pas propriétaire du terrain

OUI ☒

NON ☐

En cas de réponse affirmative :

Avis du propriétaire, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]
ou, en l'absence de réponse, lettre de saisine du propriétaire.

Dans le cas contraire, aucun document n'est joint.



SARL JEANMOUGIN

CHEMIN DE LA PRUSSE - 25700 MATHAY
RECYCLAGE FERRAILLE METAUX V.H.U.
TEL : 06.84.56.73.87. - 06.34.47.46.86.
MAIL : jean.mougin@hotmail.fr
SIRET : 84432457400012 - APE : 3832Z
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR27844324574
SARL AU CAPITAL DE 9900 EUROS



N° D'AGREMENT
PR25000014D

Mr JEANMOUGIN Hervé

Chemin de la Prusse

25700 MATHAY

A l'attention du propriétaire,

MATHAY, le 16 mai 2022

Monsieur le propriétaire,

Notre société SARL JEANMOUGIN est actuellement engagée dans une démarche de demande d'Enregistrement du titre de la réglementation ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) concernant notre site existant sur la commune de MATHAY, chemin de la Prusse.

Au titre de l'article R51246-4 (5^e) du code de l'environnement, je sollicite par la présente votre avis concernant ma proposition ci-dessous, sur le type d'usage futur du site lorsque notre installation sera mise à l'arrêt définitif :

Usage futur à vocation d'activité artisanales / industrielles

NB : le type d'usage ainsi proposé déterminera les conditions de remise en état du site par notre société lors de l'arrêt définitif de nos installations.

En vous remerciant nous vous prions d'agréer Monsieur, nos salutations distinguées.

Le 16/05/22
Avis Favorable

JEANMOUGIN Hervé
Dirigeant



SARL JEANMOUGIN

CHEMIN DE LA PRUSSE - 25700 MATHAY
RECYCLAGE FERRAILLE METAUX V.H.U.
TEL : 06.84.56.73.87 - 06.34.47.46.86.
MAIL : jean.mougin@hotmail.fr
SIRET : 84432457400012 - APE : 3832Z
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR27844324574
SARL AU CAPITAL DE 9900 EUROS



N° D'AGREMENT
PR25000014D

Mr JEANMOUGIN Hervé

Chemin de la Prusse

25700 MATHAY

A l'intention du propriétaire,

MATHAY, le 04 Aout 2022

Monsieur la propriétaire,

Notre société SARL JEANMOUGIN est actuellement engagée dans une démarche de demande d'Enregistrement du titre de la réglementation ICPE (Installation classées pour la protection de l'environnement) sur notre site existant sur la commune de MATHAY, chemin de la Prusse.

Demandant votre accord pour exploiter vos Parcelles situées dans la commune de MATHAY, section F N° 192/194/1309 dont vous, Mr BRANDT Jean Maurice êtes le propriétaire.

Au titre de l'article R51246-4 (5°) du code de l'environnement, je sollicite par la présente votre avis concernant ma proposition ci-dessous, sur le type d'usage futur du site lorsque notre installation sera mise à l'arrêt définitif :

Usage futur à vocation d'activité artisanales / industrielles t'el qu'actuellement et conformément au PLU.

NB : le type d'usage ainsi proposé déterminera les conditions de remise en état du site par notre société lors de l'arrêt définitif de nos installations.

En vous remerciant nous vous prions d'agréer Madame, nos salutations distinguées.

de 04/08/22
Brandt Jean Maurice
Brandt avis Favorable

SARL JEANMOUGIN
Ferraille - Métaux - VHU
Chemin de la Prusse - 25700 MATHAY
SIRET : 84432457400012 - APE : 3832Z
TEL : 06.84.56.73.87 - 03.81.35.24.64



SARL JEANMOUGIN

CHEMIN DE LA PRUSSE - 25700 MATHAY
RECYCLAGE FERRAILLE METAUX V.H.U.
TEL : 06.84.56.73.87. - 06.34.47.46.86.
MAIL : jean.mougin@hotmail.fr
SIRET : 84432457400012 - APE : 3832Z
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR27844324574
SARL AU CAPITAL DE 9900 EUROS



N° D'AGREMENT
PR25000014D

Mr JEANMOUGIN Hervé
Chemin de la Prusse
25700 MATHAY
A l'intention du propriétaire,

MATHAY, le 03 Aout 2022

Madame la propriétaire,

Notre société SARL JEANMOUGIN est actuellement engagée dans une démarche de demande d'Enregistrement du titre de la réglementation ICPE (Installation classées pour la protection de l'environnement) sur notre site existant sur la commune de MATHAY, chemin de la Prusse.

Demandant votre accord pour exploiter votre Parcelle située dans la commune de MATHAY, section F N° 191 dont vous, Mme SEGRET Edith êtes la propriétaire.

Au titre de l'article R51246-4 (5°) du code de l'environnement, je sollicite par la présente votre avis concernant ma proposition ci-dessous, sur le type d'usage futur du site lorsque notre installation sera mise à l'arrêt définitif :

Usage futur à vocation d'activité artisanales / industrielles tel qu'actuellement et conformément au PLU.

NB : le type d'usage ainsi proposé déterminera les conditions de remise en état du site par notre société lors de l'arrêt définitif de nos installations.

En vous remerciant nous vous prions d'agréer Madame, nos salutations distinguées.

avis favorable
3/08/2022
Edith SEGRET

J. Segret



SARL JEANMOUGIN

CHEMIN DE LA PRUSSE - 25700 MATHAY
RECYCLAGE FERRAILLE METAUX V.H.U.
TEL : 06.84.56.73.87. - 06.34.47.46.86.
MAIL : jean.mougin@hotmail.fr
SIRET : 84432457400012 - APE : 3832Z
TVA INTRA COMMUNAUTAIRE : FR27844324574
SARL AU CAPITAL DE 9900 EUROS



N° D'AGREMENT
PR25000014D

Mr JEANMOUGIN Hervé

Chemin de la Prusse

25700 MATHAY

A l'intention des propriétaires,

MATHAY, le 05 Aout 2022

Mmes, Mrs les propriétaires,

Notre société SARL JEANMOUGIN est actuellement engagée dans une démarche de demande d'Enregistrement du titre de la réglementation ICPE (Installation classées pour la protection de l'environnement) sur notre site existant sur la commune de MATHAY, chemin de la Prusse.

Demandant votre accord pour exploiter votre Parcelle située dans la commune de MATHAY, section F N° 188 dont vous, Mr NOMMAY Pierre, ^{Mme} Mr NOMMAY Pascal, Mr NOMMAY Philippe, Mme HINIGER Véronique et Mme NOMMAY Isabelle êtes les propriétaires.

Au titre de l'article R51246-4 (5°) du code de l'environnement, je sollicite par la présente votre avis concernant ma proposition ci-dessous, sur le type d'usage futur du site lorsque notre installation sera mise à l'arrêt définitif :

Usage futur à vocation d'activité artisanales / industrielles tel qu'actuellement et conformément au PLU.

NB : le type d'usage ainsi proposé déterminera les conditions de remise en état du site par notre société lors de l'arrêt définitif de nos installations.

En vous remerciant nous vous prions d'agréer Madame, nos salutations distinguées.

Philippe NOMMAY → Avis Favorable
le 06.08.2022

PIECE JOINTE N° 9

Le projet se situe sur un site nouveau

OUI ☒

NON ☐

En cas de réponse affirmative :

Avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement] ou, en l'absence de réponse, lettre de saisine du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Dans le cas contraire, aucun document n'est joint.



SARL JEANMOUGIN

CHEMIN DE LA PRUSSE - 25700 MATHAY
RECYCLAGE FERRAILLE METAUX V.H.U.
TEL : 06.84.56.73.87 - 06.34.47.46.86.
MAIL : jean.mougin@hotmail.fr
SIRET : 84432457400012 - APE : 3832Z
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR27844324574
SARL AU CAPITAL DE 9900 EUROS



N° D'AGREMENT
PR25000014D

MAIRIE DE MATHAY

25 rue de la Mairie

25700 MATHAY

A l'attention de Mr le Maire,

MATHAY, le 16 mai 2022

Objet : site SARL JEANMOUGIN – Enregistrement ICPE

Avis relatif à la remise en état du site

Monsieur,

Notre société SARL JEANMOUGIN est actuellement engagée dans une démarche de demande d'Enregistrement au titre de la réglementation des ICPE (Installations Classées pour la protection de l'environnement) concernant notre site existant sur votre commune, chemin de la Prusse.

Au titre de l'article R512-46- (5°) du code de l'Environnement, nous sollicitons par la présente votre avis concernant notre proposition ci-dessous, sur le type d'usage futur du site lorsque notre installation sera mise à l'arrêt définitif :

Usage futur à vocation d'activités artisanales / industrielles (similaire à l'existant)

NB : le type d'usage ainsi proposé déterminera les conditions de remise en état du site par notre société lors de l'arrêt définitif de nos installations.

En vous remerciant, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

JEANMOUGIN Hervé
Dirigeant

Avis Favorable des usages
de voirie les aires publiques
actuels ou à venir



PIECE JOINTE N° 10

L'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire

OUI ☒

NON ☐

En cas de réponse affirmative :

Justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement].

Dans le cas contraire, aucun document n'est joint.

De : **Pays de Montbéliard Autorisations d'Urbanisme** <autorisations-urbanisme@agglo-montbeliard.fr>

Date: mer. 13 juil. 2022 à 16:39

Subject: Dépôt de dossier en ligne n° 101201

To: <gilbert.beley.architecte25@gmail.com>

Ville de MATHAY

Mairie 25700 Mathay

25700 MATHAY

Courriel service urbanisme

Madame, Monsieur,

Vous avez saisi par voie électronique au 'Service Urbanisme' de la Ville de MATHAY une demande de **Permis de construire**, enregistrée le **13/07/2022** sous le numéro **PC 025 370 22 A0005**.

Le présent récépissé, **que nous vous invitons à conserver**, atteste de la réception de votre demande. Il ne préjuge pas de la complétude ou de la recevabilité de votre dossier.

Le délai d'instruction de votre dossier est de **3 mois**.

- *Si vous avez déposé une déclaration préalable* et si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'une décision de non-opposition à ces travaux ou aménagements.
- *Si vous avez déposé une demande de permis* et si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.
- *Si vous avez déposé une demande de certificat d'urbanisme* et qu'aucune réponse ne vous est notifiée dans ce délai, vous serez titulaire d'un certificat d'urbanisme tacite.
Attention : ce certificat d'urbanisme ne porte pas sur la réalisation d'un projet mais uniquement sur les garanties du certificat d'urbanisme d'information (liste des taxes et participations d'urbanisme et limitations administratives au droit de propriété).

•Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :

- Soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...).
- Soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.
- Soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

Si vous recevez une telle lettre avant la fin du mois qui suit le dépôt de votre dossier, celle-ci remplacera le présent récépissé électronique.

Si vous n'avez rien reçu à la fin du mois qui suit le dépôt de votre dossier, le délai d'instruction ne pourra plus être modifié.

•Attention : le permis ou la décision de non-opposition ne sont définitifs qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable ou du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

Cordialement,

Le service urbanisme,

Commune de MATHAY

PIECE JOINTE N° 11

L'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement

OUI ☐

NON ☒

En cas de réponse affirmative :

Justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement].

Dans le cas contraire, aucun document n'est joint.

PIECE JOINTE N° 12

Eléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes: [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

Compte tenu de ses caractéristiques, l'installation n'est pas concernée par tous les plans, schémas et programmes listés dans le formulaire CERFA n°15679*04.

Sont cochés dans le tableau ci-après, les plans, schémas et programme dont les dispositions s'appliquent à l'installation objet de la présente demande et pour lesquels un examen de la compatibilité est pertinent.

Pour ces derniers, les éléments d'appréciation de la compatibilité sont fournis dans les chapitres suivants.

Plan, schéma ou programme	Applicable au projet	Justification	Intitulé et date de publication ou d'approbation du plan, schéma ou programme applicable au projet
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L.212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	/	SDAGE Rhône - Méditerranée 2022-2027 Approuvé le 21/3/2022
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L.212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	Pas de SAGE applicable sur le territoire d'implantation de l'installation	/
Schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	L'installation n'est pas une carrière ou une installation connexe et ne se situe pas dans une zone dédiée	/
Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	/	Programme national de prévention des déchets 2014-2020 Document du 14/08/2014 En cours de révision
Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement : - Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (décret n°2012-542 du 23/04/2012) - Plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT (approuvé par l'arrêté du 26/02/2003)	<input type="checkbox"/>	L'installation n'est pas à l'origine de déchets radioactifs ou contenant des PCB et PCT	
Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	/	Plan régional de prévention et de gestion des déchets Bourgogne Franche-Comté Approuvé le 15/11/2019
Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	L'installation n'est pas à l'origine de rejet aqueux susceptible de contenir de l'azote en quantité significative	
Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	L'installation n'est pas à l'origine de rejet aqueux susceptible de contenir de l'azote en quantité significative	

Compatibilité avec le SDAGE Rhône - Méditerranée 2022-2027

Le SDAGE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, définit la politique à mener pour stopper la détérioration et atteindre le bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales.

Neuf orientations fondamentales traitent les grands enjeux de la gestion de l'eau sur le territoire du SDAGE :

- s'adapter aux effets du changement climatique
- privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Concernant ces 9 orientations fondamentales du SDAGE, il n'est pas identifié d'incompatibilité avec le projet de la SARL JEANMOUGIN, notamment pour les raisons suivantes :

- le projet ne conduit pas à la modification ou la destruction de milieux aquatiques, zones humides, ou zones d'épandage des crues ;
- il ne nécessite pas de consommations significatives en eau (aucune eau de process);
- il est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable ;
- les seuls effluents rejetés (sanitaires et pluviaux exclusivement) sont gérés sur site conformément au règlement d'assainissement communal (assainissement autonome / infiltration en l'absence de réseaux publics desservant la zone) ;
- les eaux pluviales collectées sur aires imperméabilisées sont traitées (3 débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures en série) puis tamponnées dans un bac d'orage de 80 m³ avant rejet au milieu naturel (infiltration comme prévu dans le PLU).
- Un nouveau décanteur dépollueur lamellaire nids d'abeille St Dizier Environnement sera implanté

Le décanteur dépollueur UTEP-LI est dimensionné pour traiter les événements pluvieux avec un ratio de 40 l/s par hectare imperméabilisé.
Dégrillage en entrée, associé à un répartiteur de flux et à une chambre de stockage des macro-déchets
Chambre de dessablage de capacité de stockage 2 m³/ha imp. destinée à piéger les matières lourdes (graviers, sables...) et les déchets
Décantation lamellaire sur nids d'abeille à forte surface projetée, associée à des canaux de reprise des eaux décantées dénoyées en l'absence de circulation hydraulique
Silo à boues de grande capacité (3 m³/ha imp.) sous les nids d'abeille
Siphonide en sortie de l'ouvrage, destinée à piéger les liquides légers

A une échelle plus locale, le SDAGE établit un état des lieux des masses d'eau superficielles et souterraines recensées sur son territoire, définit des échéances d'atteinte de l'objectif de bon état (écologique et chimique pour les eaux superficielles ; chimique et quantitatif pour les eaux souterraines), et précise des mesures pour l'atteindre vis-à-vis des pressions identifiées.

Sur le secteur d'implantation de la SARL JEANMOUGIN, les masses d'eau suivantes sont identifiées à ce titre dans le SDAGE.

Type de masse d'eau	Identifiant	Nom	Localisation par rapport au site	Etat 2019	Objectif de bon état
Superficielle	FRDR633b	Le Doubs de la confluence avec le	800 m au Sud-Est	Ecologique : médiocre	Ecologique : 2027

		Dessoubre à la confluence avec l'Allan		Chimique : bon	Chimique : 2015
Souterraine	FRDG306	Alluvions de la vallée du Doubs	400 m au Sud-Est	Chimique : bon Quantitatif : bon	Chimique : 2015 Quantitatif : 2015
Souterraine	FRDG178	Calcaires jurassiques septentrional du Pays de Montbéliard et du nord Lomont	Sur site	Chimique : bon Quantitatif : bon	Chimique : 2015 Quantitatif : 2015

Les pressions identifiées et mesures définies pour atteindre ou maintenir les objectifs de bon état pour ces masses d'eau sont listées ci-après.

Masse d'eau	Pression à traiter	Mesure pour atteindre ou maintenir les objectifs de bon état
Le Doubs de la confluence avec le Dessoubre à la confluence avec l'Allan	Altération de la continuité écologique	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)
	Altération de la morphologie	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau
		Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes
	Altération du régime hydrologie	Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau
	Pollution diffuse par les pesticides	Limiter les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives
	Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides)	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement
		Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'industrie et de l'artisanat
		Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)
		Mettre en place une technologie propre visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)
		Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur
Alluvions de la vallée du Doubs	Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides d'origine agricole)	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
		Equiper une STEP d'un traitement suffisant dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
		Mettre en place une technologie propre visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)
Calcaires jurassiques septentrional du Pays de Montbéliard et du nord Lomont	Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides d'origine agricole)	Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des "sites et sols pollués" (essentiellement liées aux sites industriels)
		Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur
		Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)

Pour les mêmes justifications que listées en page précédente, il n'est pas identifié d'incompatibilité entre les mesures ci-dessus et le projet de la SARL JEANMOUGIN.

On note en particulier l'absence de lien entre les mesures identifiées pour la masse d'eau souterraine des calcaires jurassiques (seule masse d'eau présente au droit du site) et les activités exercées par la SARL JEANMOUGIN ou les effluents sanitaires et pluviaux générés par l'établissement.

Compatibilité avec le programme national de prévention des déchets 2014-2020

Le programme traite de l'ensemble des catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux) et concerne l'ensemble des acteurs économiques (ménages, entreprises privées, administrations et services publics).

Le programme couvre 55 actions de prévention articulées autour de 13 axes :

- mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets ;
- augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l'obsolescence programmée ;
- prévenir les déchets des entreprises ;
- prévenir les déchets du BTP (construction neuves ou rénovations) ;
- développer le réemploi, la réparation et la réutilisation ;
- poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets ;
- lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable ;
- mobiliser des outils économiques incitatifs ;
- sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts pour la prévention des déchets ;
- déployer la prévention dans les territoires par la planification et l'action locales ;
- promouvoir des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets ;
- contribuer à la démarche de réduction des déchets marins.

Le programme fixe notamment comme objectifs :

- une diminution de 7 % de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés par habitant par an à horizon 2020 par rapport à 2010, dans la continuité du précédent plan national ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets des activités économiques d'ici à 2020 ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets du BTP d'ici à 2020, avec un objectif de réduction plus précis à définir.

Parmi les éléments ci-dessus, les suivants peuvent être considérés en lien avec les activités de la SARL JEANMOUGIN.

- **Mobilisation des filières REP**
Par les opérations de tri, démontage et dépollution réalisées dans le cadre de ses activités VHU et METAUX, ainsi que par la gestion des déchets produits au sein de l'entreprise, la SARL JEANMOUGIN participe notamment à la mise en œuvre de 4 des 14 filières REP définies : piles et accumulateurs ; véhicules hors d'usage ; pneumatiques ; fluides frigorigènes.
- **Prévenir les déchets des entreprises**
Il est indiqué que cet objectif devra être décliné par secteurs d'activités (élaboration de charte d'engagement volontaire notamment). A ce jour, les secteurs VHU et stockage de métaux n'ont pas rédigé une telle charte.
- **Soutenir le réemploi, la réparation et la réutilisation.**
Les activités VHU et METAUX exercées par la SARL JEANMOUGIN contribuent à développer, par les opérations de tri (métaux), démontage et dépollution (VHU) réalisées sur site, la part valorisable des déchets qui lui sont transmis par les producteurs initiaux, transporteurs ou intermédiaires.
L'établissement est donc, de par ses activités, un acteur favorable au soutien du réemploi, de la réparation et de la réutilisation.

Tenant compte de ce qui précède, les activités de la SARL JEANMOUGIN sont compatibles avec le programme national de prévention des déchets 2014-2020.

Compatibilité avec le plan régional de prévention et de gestion des déchets Bourgogne-Franche-Comté

Le territoire concerné par le Plan correspond au périmètre de la région Bourgogne Franche Comté.

Les déchets concernés par le plan sont les déchets non dangereux non inertes, les déchets inertes, les déchets dangereux et ce quel que soit leur producteur.

Les objectifs du Plan sont synthétisés ci-dessous

Thème / orientation	Objectifs
Prévention des déchets	Réduire la production des déchets ménagers et assimilés (kg/hab) de : <ul style="list-style-type: none">• 15% en 2025 par rapport à 2010• 20 % en 2031 par rapport à 2010
	Stabiliser la production de déchets d'activités économique non inertes non dangereux malgré la croissance économique Stabiliser la production de déchets inertes du BTP
	Réduire la production de déchets dangereux même si globalement, les objectifs d'amélioration de la captation de certains flux conduisent à une augmentation du gisement pris en charge par les filières et la nocivité des déchets via l'utilisation de produits moins dangereux
Valorisation des déchets	<u>Déchets non dangereux non inertes</u> Les objectifs et actions définis par le Plan permettent d'orienter vers la valorisation matière et organique 66% des déchets non dangereux non inertes en 2025. Cela répond à l'objectif réglementaire de la loi de transition énergétique qui fixe un objectif de 65% en 2020.
	<u>Déchets du BTP</u> La Loi de transition énergétique fixe un objectif de valorisation des déchets du BTP à 70%. Le Plan fixe un objectif de 75% de valorisation des déchets du BTP en 2025.
Réduction des quantités dirigées en ISDND	La loi de transition énergétique pour la croissance verte fixe l'objectif national de diviser par 2 les quantités de déchets non dangereux non inertes stockés en 2025 par rapport à 2010 (-30% en 2020). La mise en œuvre des objectifs régionaux ci-avant se traduit sur le plan quantitatif par une réduction, dès 2025, de plus de 50% du tonnage stocké en 2010

L'établissement SARL JEANMOUGIN participera activement à la gestion des déchets des particuliers, des collectivités et des entreprises à l'échelle locale et régionale, pour ce qui concerne les véhicules hors d'usage et les déchets métalliques.

Les activités de la SARL JEANMOUGIN ont donc un impact positif sur la gestion des déchets à l'échelle régionale et sont compatibles avec les orientations et objectifs ci-dessus, notamment dans le sens où elles contribuent à développer, par les opérations de tri (métaux), démontage et dépollution (VHU) réalisées sur site, la part valorisable des déchets qui lui sont transmis par les producteurs initiaux, transporteurs ou intermédiaires.

Concernant les déchets produits par l'établissement, les quantités non liées directement à ses activités VHU et METAUX sont faibles, et constitués majoritairement de déchets de type ordures ménagères et déchets industriels banals.

Les autres types de déchets produits par les activités du site (déchets dangereux liés à la dépollution des VHU, pièces non réutilisables ou valorisables extraites des VHU, déchets issus du tri des chargements de métaux gérés sur site), leurs volumes restent modérés et des filières autorisées de recyclage, valorisation ou traitement sont définies pour chacun des types de déchets concernés.

Ce tri réalisé sur site et le choix de filières appropriées pour la gestion de ces déchets participe également à l'atteinte des objectifs définis dans le plan régional de prévention et de gestion des déchets Bourgogne-Franche-Comté.

Tenant compte de ce qui précède, les activités de la SARL JEANMOUGIN sont compatibles avec le plan régional de prévention et de gestion des déchets Bourgogne-Franche-Comté.

PIECE JOINTE N° 13

Le projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 dans les cas suivants :

- Il est localisé en site Natura 2000 (liste nationale des activités soumises à évaluation des incidences Natura 2000 fixée à l'article R.414-19 du Code de l'Environnement)

OUI ☐

NON ☒

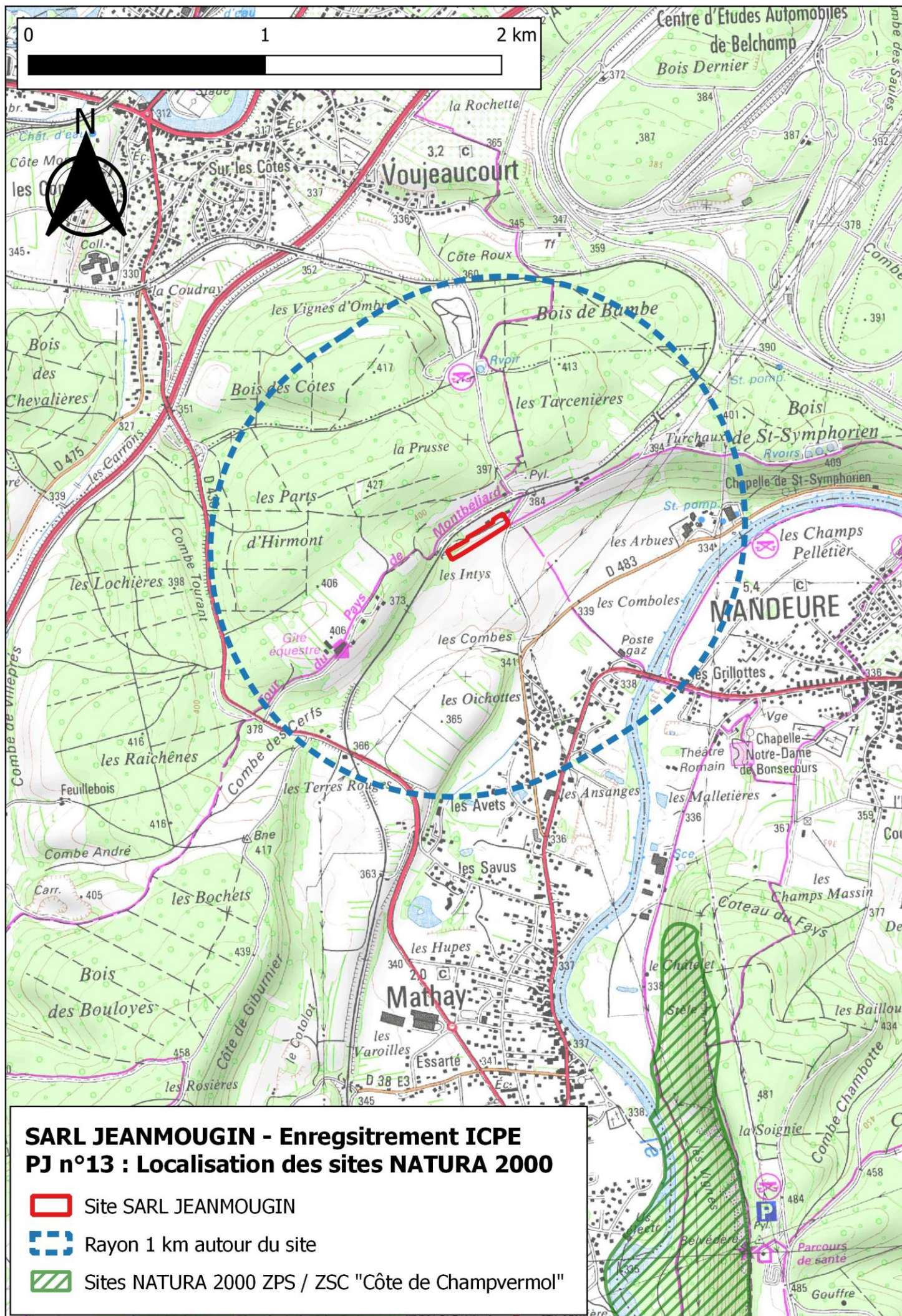
- Il figure sur une des listes locales, arrêtées par le préfet de département

OUI ☐

NON ☒

En cas de réponse négative, aucun document n'est joint.

Dans le cadre du présent projet, il est toutefois fourni ci-après les éléments nécessaires à l'appréciation de la localisation des sites Natura 2000 les plus proches du site SARL JEANMOUGIN et de l'absence d'incidences potentielles prévisibles liées à l'exploitation de l'établissement.



Le site SARL JEANMOUGIN est localisé en dehors des sites désignés au titre de NATURA 2000.

Les sites NATURA 2000 les plus proches sont localisés à environ 1,8 km au Sud-Est :

- ZPS n° FR4312032 « Côte de Champvermol » ;
- ZSC n° FR4301289 « Côte de Champvermol ».

Ces sites (d'emprise identique) sont localisés sur la figure en page précédente.

Compte tenu de la localisation du site SARL JEANMOUGIN vis-à-vis des sites les plus proches désignés au titre de Natura 2000, on retient :

- aucune incidence sur les territoires désignés au titre de Natura 2000 ;
- aucune incidence directe sur les habitats naturels, la flore et la faune d'intérêt patrimonial ou communautaire du réseau Natura 2000 ;
- aucune incidence sur les enjeux et objectifs de conservation du réseau Natura 2000.

Par ailleurs, les activités de la SARL JEANMOUGIN ne seront à l'origine :

- ni d'effluents aqueux susceptibles d'avoir un impact sur les eaux superficielles (effluents sanitaires et pluviaux uniquement, gestion en assainissement autonome et infiltration après traitement le cas échéant) ;
- ni d'émissions atmosphériques notables susceptibles d'affecter la qualité de l'air ou la santé des organismes vivants ;
- ni de nuisances sonores telles qu'elles puissent être perçues au sein des sites Natura 2000 les plus proches.

En conséquence de ce qui précède, il n'est identifié aucun effet potentiel de la SARL JEANMOUGIN sur le réseau de sites désignés au titre de Natura 2000, leurs habitats et espèces d'intérêt patrimonial ou communautaire, ou leurs enjeux et objectifs de conservation.

PIECES JOINTES N° 14 ET N°15

Les installations relèvent des dispositions des articles L.229-5 et L.229-6 du Code de l'Environnement

OUI ☐

NON ☒

En cas de réponse affirmative :

Le dossier comprend les éléments descriptifs (PJ n°14) et le résumé non technique (PJ n°15) requis au 10° de l'art. R.512-46-4 du Code de l'Environnement.

Dans le cas contraire, aucun document n'est joint.

PIECES JOINTES N° 16, 17 ET 18

Le projet concerne une installation de puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW

OUI ☐

NON ☒

En cas de réponse affirmative :

Le dossier comprend les éléments requis au 11° (PJ n°16) et 12° (PJ n°17) de l'art. R.512-46-4 du Code de l'Environnement.

Dans le cas contraire, aucun document n'est joint.

Le projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes 2910 MCP

OUI ☐

NON ☒

En cas de réponse affirmative :

Numéro de dossier de l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP : **Sans objet**